

# informations correspondance ouvrières

mensuel le numéro 2 francs numéro 118 juin 1972

SOMMAIRE	contre interprétation	1
	trois longues grèves	6
	meeting MLF	13
	maître auxiliaire	16
	USA Blacks Panthers	19
	Allemagne IG Metall	22
	Canada grève du Québec	26
	Au jour le jour	31
	publications	34

## contre interprétation du "contre planning" dans l'atelier I.C.O. n° 115-116

*Ce texte a été débattu à une réunion du contenu d'I.C.O.: il a soulevé des discussions parfois passionnées; il a été convenu de le publier tel quel, et d'en donner les suites dans des numéros ultérieurs. Pour l'auteur, il constitue la suite des débats amorcés par les articles sur les occupations d'usines, sur la grève du métro (I.C.O. N° 114 - février 1972).*

Le texte en question me paraît des plus intéressants car il fournit un type d'information nouveau dans ICO: les luttes ouvrières qui ne sont généralement pas enregistrables par l'information officielle, qui ne sont ni des grèves-sauvages ou pas- ni des occupations d'usines, et qu'il faut avoir vécu pour pouvoir les signaler, ou tout au moins être en rapport direct avec ceux qui les ont vécues.

Il semble qu'aux Etats-Unis le genre de pratique tel que le sabotage organisé soit déjà relativement ancien, mais c'est seulement aujourd'hui qu'il apparaît dans des informations touchant l'Europe; car, d'une part, c'est une pratique de plus en plus quotidienne, généralisée, et organisée aux Etats Unis; d'autre part, c'est une pratique qui touche depuis quelques années l'Europe elle-même au niveau qui était celui des Etats-Unis il y a disons une dizaine d'années, à son apparition dans ce pays; et enfin les groupes "révolutionnaires" qui font circuler et qui analysent les informations d'entreprise sont pour la plupart, aux Etats-Unis comme en Europe, des groupes rescapés de l'ancienne "Ultra-Gauche" imprégnés de l'idéologie conseilliste qui tend à n'enregistrer que certains faits dans l'entreprise et en particulier les grèves sauvages et les occupations.

Ce qui produit un décalage assez important entre des manifestations autres et leur enregistrement par ces groupes: il faut que ces manifestations aient atteint un degré tel qu'elles ne peuvent plus être passées sous silence. Cependant, même lorsqu'elles font l'objet d'information et d'analyse, celle-ci les replace dans l'idéologie conseilliste autogestionnaire, comme on peut le constater dans le texte "Contre-planning dans l'atelier". C'est cette interprétation du camarade américain que je vais critiquer.

Je dois dire tout d'abord, qu'à mon avis, le fait qu'il ait vécu ces événements, et moi pas, ne donne pas plus de rectitude à son analyse qu'à la mienne: "avoir vécu des événements ne confère pas forcément une vision plus nette, plus précise, plus lucide des faits, et elle n'autorise en aucune façon à refuser un droit de critique à "celui qui n'a rien fait" ..." comme le dit très justement la réponse d'un camarade de Paris à un camarade espagnol au sujet de l'Espagne de 36, dans le même numéro d'I.C.O. D'autant plus lorsqu'une idéologie préexiste à cette analyse et tend à faire rentrer en elle tous les événements sociaux, ce qui est le cas des conseilistes comme des anarchistes (et des partistes bien entendu).

Plusieurs passages de ce texte montrent bien les contradictions entre la description des luttes et leur interprétation par le camarade américain. Il est bien évident que les faits ne parlent pas d'eux-mêmes dans ce texte comme dans toute autre description. Ils font apparaître des actes qui contiennent des motifs et des résultats, ceux-ci étant souvent différents de ceux-là, les dépassant dans le temps de l'acte lui-même, et parfois n'ayant apparemment plus de rapports entre eux; il reste à l'analyse à éclaircir ces actes, leurs causes et leurs conséquences, à expliciter ce qui est contenu dans la pratique et à en tirer toutes les conséquences. C'est dire que cette contre-interprétation pourra, elle aussi, être contre-interprétée.

#### Les contradictions conseillistes:

En dehors de l'hypothèse d'apparition ultérieure de conseils ouvriers américains dès le début du texte, la première affirmation par le camarade, du caractère potentiellement autogestionnaire des sabotages, apparaît à la page 3, 1ère colonne: " De retour à l'usine, après 6 semaines de mise à pied pour le changement de production, les ouvriers découvrirent un produit intéressant de leur lutte précédente. La chaîne toute entière avait été déplacée sans aucun doute à très grands frais, loin des V-8, complètement à l'autre bout de l'usine, où de nouveaux ouvriers furent embauchés pour la faire fonctionner. Il apparaissait clairement à tous que ces mesures dramatiques furent prises pour contrarier la tentative des ouvriers de prendre en mains eux-mêmes l'organisation de la production (souligné par moi). Cela ne laissa aucun doute dans l'esprit des ouvriers, au cours des nombreuses réunions et discussions qui suivirent le déplacement ".

Or cette affirmation est contredite par la note page 5 : " Tandis que les ouvriers s'organisent pour contrôler la durée du jour de travail par exemple, ces mêmes ouvriers ne se rendent pas compte que cette organisation pourrait aussi servir à planifier et contrôler leur propre production ".

Je suppose que s'ils ne s'en rendent pas compte c'est qu'aucune tentative pratique de prise en mains de la production n'eut lieu, et d'ailleurs la lecture des faits qui précèdent le déplacement de la chaîne ne montre en rien qu'il y ait eu une telle tentative; on décrit des sabotages et on en déduit un potentiel de réorganisation de la production, c'est une belle gymnastique idéologique que la recherche à tout prix du positif dans les luttes.

#### Deuxième affirmation, page 3, 2ème colonne:

" Dans le cas des 6 cylindres, comme dans le cas des V-8, il y eut une lutte organisée pour tenter de contrôler l'organisation de la production; sa manifestation sous forme de sabotage ne fut que d'importance secondaire... L'utilisation du sabotage dans les exemples cités n'était qu'un moyen de contrôle sur

son propre travail" (souligné par moi). Le camarade américain semble ainsi sérieusement faire sienne la phrase qui précède et qui m'avait paru un moyen de défense ironique dans la bouche des ouvriers vis à vis du chef de la production: " Toutes ces tentatives furent vaines, car les gars y allèrent au toupet: ils lui affirmèrent sans relâche que leurs intérêts et ceux de la compagnie ne faisant qu'un, c'était leur devoir d'assurer la fabrication de produits de première qualité" (souligné par moi).

Troisième affirmation : " Saboter la rationalité du temps ne veut pas dire faire l'idiot pendant le travail". Deux lignes contredites par près de deux pages suivantes où les ouvriers font les idiots tant qu'ils peuvent avec des jets d'eau, des chahuts, des déconnantes de toutes sortes, et si ce n'est pas pendant le temps dévolu au travail, ce serait quand?...

Ce caractère sacré du travail chez les conseillistes repose sur la croyance (à la vie drôlement dure) qu'il y aurait d'un côté le Travail des producteurs des richesses sociales et de l'autre le "travail" producteur de marchandises plus-value et donc de la richesse capitaliste. C'est n'avoir pas compris que la caractéristique du mode de production capitaliste est d'avoir justement "unifié" le produit du travail en jetant toutes les marchandises produites sur le marché, alors que dans les productions pré-capitalistes c'était l'excédent, le produit du surtravail seulement qui était mis dans la circulation réalisant la valeur d'échange. Cette transformation permettant une meilleure valorisation a été rendue possible justement par le caractère salarié du travail: c'est le fondement même du mode de production capitaliste.

Les autogestionnaires luttent invariablement sur cette contradiction que la revue "Socialisme ou Barbarie", en voulant en sortir, a assumé avec conséquence en affirmant que dans tout mode de production (capitaliste ou socialiste) subsiste nécessairement une plus-value (N° 2 : les rapports de production en Russie) confondant ainsi plus-value en particulier et surtravail en général lequel s'il ne peut que "subsister" dans une production socialiste (pour la continuation même de ce mode de production) n'a plus rien à voir avec le surtravail de la production capitaliste qui, lui, est justement et spécifiquement production de plus-value, ni avec le surtravail des productions antiques et féodales: dans le mode de production socialiste, le surtravail est social et ne crée pas de plus-value car ce mode de production est le produit de la destruction de la valeur d'échange et de l'entreprise capitaliste.

C'est évidemment ce dernier point qui est la base de toute l'idéologie conseilliste et qui apparaît visiblement dans l'interprétation

du camarade américain: c'est à partir de et dans l'entreprise capitaliste que doit se réorganiser la production par les travailleurs eux-mêmes, transformant ainsi le mode de production capitaliste en mode de production socialiste.

Cette vision mécaniste de la révolution conserve toutes les caractéristiques des rapports de production capitalistes car la division de la production (qui recouvre la division du travail) en de multiples entreprises concurrentes est un produit du capitalisme et de ses propres nécessités. L'existence de chaque entreprise correspond aux exigences internes de ce mode de production (valorisation-concurrence) et ne peut survivre à sa destruction. Autogérer les entreprises revient à autogérer la production capitaliste et ce n'est pas les bonnes volontés de faire autrement qui peuvent y changer quelque chose.

La révolution ne peut que détruire les limites d'entreprises, c'est-à-dire détruire totalement les entreprises inutiles (armement, par exemple) et relier entre elles les autres pour faire apparaître un mode de production unitaire, social, ou de fait les rapports de production capitalistes sont détruits (salarial, plus-value, valeur d'échange, etc..) car les fondements de ces rapports, les entreprises, n'existent plus.

La conception conseilliste reposant sur l'auto-organisation de la production par le prolétariat à partir de et dans les entreprises capitalistes a eu un fondement réel dans les soviets, les conseils allemands, Italiens, etc.. Mais cette réalité est devenue idéologie à partir du moment où les conseillistes ont interprété cette auto-organisation comme étant la destruction des rapports de production capitalistes, alors qu'on peut affirmer aujourd'hui que le contenu des conseils était, au contraire le potentiel de généralisation de ces rapports et du mode de production capitalistes, la généralisation de la condition prolétarienne à l'ensemble des membres de la société (tout le monde à l'usine!) et donc, la dictature sociale et pratique du prolétariat, ce qui implique un développement des forces productives jetant les bases de l'auto-suppression du prolétariat et de la destruction des rapports de production capitalistes.

Car si le travail salarié apparaît avec le mode de production capitaliste, pendant toute une période de développement la domination du capital sur le travail n'est que formelle(1) : d'une part, de nombreux secteurs de production restent à conquérir par le Capital, d'autre part, le processus de travail est sensiblement le même que dans les modes de production pré-capitalistes (travail qualifié par exemple), et donc, si le prolétaire est

(1) cf. le 6è Chapitre Inédit du Capital - collection 10/18.

pleinement prolétaire en tant que travailleur salarié dépossédé de moyens de production et de subsistance, sa place dans le processus de production fait de lui un producteur à part sensiblement égale de sa subsistance et de la plus-value. Là est toute la base et la réalité dans la phase de domination formelle de cette "séparation" - qui est plutôt alors, une différenciation - Travail-Capital, dont je parlais plus haut, et que les conseils ouvriers traduisaient dans leur apparition qui tendait à unifier l'être du prolétaire, et donc à unifier travail et capital: alors le problème immédiat était bien pour le prolétariat de gérer les moyens et rapports de production, donc les entreprises.

Mais ce qu'il ne put accomplir à ce moment là le Capital le réalisa ultérieurement par le fascisme, de façon mystifiée et sur le dos du prolétariat, et aujourd'hui reparler de gestion est une pure idéologie contre-révolutionnaire, et aux Etats-Unis plus que partout ailleurs, car dans ces pays les forces productives sont arrivées à un stade où apparaissent ces nouvelles formes de luttes décrites dans le texte "Contre Planning" et qui n'ont visiblement aucune "vocation" gestionnaire; elles traduisent la critique du travail totalement soumis au Capital, comme les conseils traduisaient la glorification du travail qui avait encore, alors, une relative autonomie de développement.

Historiquement, chaque point de développement des forces productives et du processus de production apparaît concrètement dans l'organisation même du travail: en domination formelle du Capital, jusqu'au début du 20è siècle, c'est le travail qualifié se déroulant dans des cellules "autonomes"; après, en domination réelle, c'est le travail spécialisé à la chaîne. Et la conscience par le prolétaire de sa condition est liée à son existence (sa place) dans le processus de production: à la conscience de producteur (des richesses sociales) a succédé la conscience de prolétaire (producteurs de la plus-value) et le contenu des luttes, au-delà de leurs causes semblables s'est transformé: de gestionnaires et positives, elles sont devenues de plus en plus destructrices, purement négatives; c'est ce qui explique leur manque de perspectives au-delà de l'espace-temps d'une grève, car leur seule issue serait l'auto-suppression du prolétariat, et donc la destruction du capital.

Et là, bien d'accord avec le camarade américain quand il reconnaît que "tel qu'il apparaît dans son contexte, le sabotage n'est rien d'autre qu'un moyen d'extorquer un peu plus de temps libre" (page 4, 2è colonne). C'est un désir de vie, un désir de ne plus mesurer la richesse sociale par le temps de travail, ce qui est la mesure inhérente au mode de production capitaliste; c'est parallèlement une critique du surtravail dominant, et donc, une critique immédiate du mode de production qui le produit et qui ne se reproduit que par ce surtravail.

Voilà pourquoi à mon avis la critique sous toutes ses formes (sabotage, absentéisme, etc..) du travail devenu simple fonction valorisatrice du capital est une pratique importante, donnant le sens même des luttes pour la défense du prix de la force de travail, le sens des grèves qu'elles soient sauvages ou non. Cette pratique n'est qu'une "étape", une critique seulement immédiate et potentielle des rapports de production capitalistes, mais qui peut devenir effective et radicale lorsque le capital en difficulté pourra tendre à attaquer directement et globalement l'existence déjà misérable du prolétariat.

La tentative par les représentants du Capital d'inhiber à la fois ces mouvements immédiats qui leur coûtent du profit, et leur réalisation révolutionnaire à plus longue échéance, pourrait bien prendre la forme d'un "contre-planning dans l'atelier", ou d'un "double pouvoir", qui dans les deux cas seraient assumés par les syndicats, car, par sa place désormais dans le processus de production et ses luttes consécutives, le prolétariat lui-même n'a visiblement plus aucun potentiel ni perspective gestionnaire.

Il suffit de lire les préoccupations et les propositions de la frange patronale progressiste pour s'apercevoir que la contre-révolution s'organise déjà préventivement, à partir et à cause de ses nécessités immédiates dues à ses difficultés actuelles.

Le plan du regroupement patronal "Entreprise et progrès" est éloquent à ce sujet: suppression dans les dix ans du travail à la chaîne, constitution d'unités productives à effectif réduit, etc... On peut voir aussi en Italie les premières tentatives de réorganisation du travail en groupes "autonomes", rotation des tâches, etc...

L'organisation structurelle des syndicats, telle qu'elle se présente actuellement, apparaît inadaptée aux besoins de contrôle et de prévention des luttes: par exemple la politique contractuelle décidée à l'échelon du secteur industriel est mise à mal par le déclenchement de grèves à l'échelon de l'entreprise (voir à ce sujet "Problèmes Economiques N° 1272- 17/5/72 " L'avenir de la croissance économique en Europe"); d'où le pouvoir représentatif de plus en plus important qui tend à être dévolu à des organismes de base tels que les shop-stewards en Grande-Bretagne, ou les comités de base de contrôle des cadences en Italie. Ce qui ne signifie pas une destruction des syndicats par le Capital, mais une nouvelle structuration, une décentralisation à la base, et une centralisation, au contraire plus poussée au sommet, chapeautant et régulant l'ensemble, ce qui implique un pouvoir syndical accru dans l'appareil étatique: l'autogestion se concilie très bien avec le renforcement du rôle régulateur de l'Etat, mieux: elle en est aujourd'hui la condition indispensable.

Ce n'est pas le lieu ici de faire une analyse approfondie de ces tendances actuelles du capitalisme et de ce qu'elles peuvent avoir d'utopique (?) dans la logique même du capitalisme. Mais c'est un travail qu'il faudra accomplir dans les mois qui viennent car tel est le problème fondamental que tente de résoudre le système aujourd'hui.

Le fait le plus remarquable de ces temps que nous vivons est que de plus en plus c'est le prolétariat dans sa pratique de lutte qui se pose directement comme contradiction à la poursuite "normale" (pour le capitalisme) de la vie et de la valorisation du capital, et celui-ci tente d'inhiber cette pratique à partir d'elle.

Les luttes que décrit le camarade américain à la fois sont l'expression de cette contradiction, et demeurent dans les limites du système; comme toute lutte immédiate, qu'elle soit pour le salaire ou pour l'amélioration des conditions de travail, elles constituent un aménagement fragile et temporaire (de plus en plus) de l'existence prolétarienne de la classe motrice du mode de production capitaliste. Mais la contradiction ne peut cesser de se développer, et cet aménagement même est de plus en plus assumé par le capitalisme lui-même pour simplement survivre, en portant ses efforts lorsqu'elle surgit visiblement pour lui, alors que sa survie redevient de plus en plus quotidienne, au jour le jour, après 25 ans de planification étatique régulatrice, d'où la tentative de refonte de cette régulation à partir même de l'entreprise. L'interprétation du camarade américain n'est que celle des représentants du Capital; pas plus que ces derniers, il ne voit l'aspect contradictoire aux rapports de production de ce type de luttes, pour n'en retirer que l'aspect d'aménagement de la survie du prolétariat et du capital. Les oeillères du conseilisme autogestionnaire ne lui permettent plus désormais que cette unique vision, et sa pratique ne lui offre plus que cette misérable destination. C'est la raison qui doit pousser à faire de cette idéologie une constante et "implétable" critique.

#### Note de dernière heure :

Le texte de Solidarity sur l'occupation de Fisher-Bendix (Grande-Bretagne), traduit dans le dernier I.C.O., N° 117, Mai 1972, est un autre exemple, dans un sens plus magistral encore, de l'idéologie conseiliste en plein délire et en pleine contradiction:

Le triomphalisme de Solidarity lui fait prendre tout d'abord une occupation décidée et préparée par les shop-stewards (d'après le texte même) pour une lutte autonome des travailleurs. Ensuite ce même triomphalisme fait replacer par Solidarity cette occupation dans le cadre de sa ligne idéologique pour laquelle

"nous avons constamment et activement lutté pour (la) populariser depuis que Solidarity existe (11 ans)".

Suit un développement pour montrer qu'il ne faut pas laisser ces luttes être contrôlées par l'appareil syndical et pour exhorter les ouvriers à dépasser les limites et les ambiguïtés des occupations en Grande-Bretagne (les seules usines occupées étant celles en menace de fermeture d'une part, et d'autre part les ouvriers y restant enfermés, isolés sans possibilités d'extension de la lutte à l'extérieur, ou mieux: faisant refunctionaliser l'usine en autogestion syndicale comme à La Ciyde!).

La suite de ce passage est une gymnastique volontariste de Solidarity qui, à coup de : "il faut..., il ne faut pas..., les ouvriers doivent.. ne doivent pas..." tente dérisoirement d'éliminer les "petites" tares et contradictions de l'occupation pour refaire triompher au grand jour sa ligne idéologique qui se substitue ainsi à une véritable analyse de ces luttes dans le développement actuel du mouvement prolétarien en Grande-Bretagne.

Enfin le gratin: Solidarity s'aperçoit finalement, par l'intermédiaire du groupe "Big Flame" que "malgré cette victoire et le bon enthousiasme de l'article (sic et souligné par moi) il y a quand même quelques traits négatifs". Ces quelques traits sont tout simplement que "pendant l'occupation, la plupart des comités étaient animés par des délégués syndicaux et des shop-stewards et le comité d'occupation lui-même prenait toutes les décisions importantes et n'était autre que l'ancien comité des shop-stewards inchangé. Il se peut que les décisions prises par ce comité représentaient les intérêts des ouvriers. Il n'en reste pas moins que, mis à part l'enthousiasme des premiers jours, les assemblées générales devinrent très vite contrôlées, sinon manipulées entièrement par le comité d'occupation et se caractérisèrent par une apathie remarquable. Les contacts avec l'extérieur aussi sont passés exclusivement par l'intermédiaire des délégués syndicaux" (souligné par moi).

Mais qu'importe pour Solidarity qui ne se laisse pas démonter pour si peu: "Néanmoins ce n'est pas parce qu'une lutte est menée par les shop-stewards -ou même par les syndicats- qu'il faut nécessairement la condamner. En effet, il y a des luttes très radicales et militantes qui sont menées par les syndicats". Alors que l'idéologie de Solidarity est justement que toute lutte, quel que soit son contenu et son aboutissement, est radicale lorsqu'elle est l'expression autonome des travailleurs (1). Faudrait savoir!

Cette caricature dérisoire et presque comique qu'est ce texte montre, de façon éclatante, les contradictions dans lesquelles se débattent de plus en plus les groupes conseillistes qui

n'arrivent même pas à se démarquer de l'idéologie autogestionnaire des syndicats (et même sous autogestionnaire dans le cas présent), au point de cautionner ceux-ci lorsque leur pratique exprime le même contenu que l'idéologie de ces groupes. Leur triomphalisme - comme celui des maoïstes, par exemple - s'exacerbe d'autant plus que ces luttes sont partielles, limitées et contradictoires, et prises dans un mouvement dont d'autres aspects -profonds- en révèlent le sens même et que, de ce fait, ils tentent de nier.

Sous peu, on risque de voir les conseillistes redécouvrir l'aspect "révolutionnaire" des syndicats en mutation, ce qui serait une fin logique pour des glorifications du travail.



Pour terminer sur "l'histoire d'Ecossais": ras le bol de la narration non critique des mésaventures des groupes "terroristes" réprimés en

(1) bien d'accord pour dire que l'autonomie des luttes est la condition de base pour leur radicalité mais ce n'est pas - encore - la condition suffisante.

Grande-Bretagne qui ponctue chaque parution d'I.C.O. depuis 5 ou 6 numéros.

De la brigade (anarchiste) de la colère au Parti ouvrier (et maoïste) d'Ecosse, on voit au fil des articles se dessiner la grande solidarité démocratique du "Guardian" à John Lennon, prélude à un appel au front T-uni et T-unique anti-justice fasciste?

Ce qu'il y a de plus emmerdant et mystificateur dans ce genre d'article à apparence "neutre" c'est l'assimilation et la confusion constantes entre les luttes du prolétariat et les attentats à la bombe et autres "hold up politiques" de groupuscules d'un type nouveau. Qu'ils aient les mêmes causes: oui, qu'ils soient inclus dans le même mouvement: non!

Du hold up politique et prolétarien au rackett politique sur le prolétariat, il n'y a qu'un pas qu'il faudrait commencer à voir dans sa réalité actuelle.

On en reparlera, et on aurait tort de croire qu'il n'y a aucun rapport entre ce démocratisme gauchiste à I.C.O. (et ailleurs) et le consellisme autogestionnaire: l'un et l'autre exaltent le prolétariat en tant que prolétariat, ils l'exhortent à prendre le pouvoir des mains de la bourgeoisie. Pour les uns c'est le pouvoir politique, pour les autres le pouvoir économique; ils sont en fait indissolublement liés au-delà de leurs fausses oppositions idéologiques. Ils tendent à perpétuer notre condition prolétarienne au bout de laquelle on peut déjà entrevoir la destruction de l'humanité.

L'auto-négation du prolétariat est le juste contraire de la négation du genre humain déjà en acte dans la pratique de groupes terroristes tels que la nationale-socialiste I.R.A. ou les anarcho-maoïstes japonais.

## trois longues grèves

Etablissements PARIS et CREUSOT LOIRE :  
un échec revendicatif,  
des affrontements nouveaux  
LE JOINT FRANÇAIS  
une victoire revendicative  
une lutte traditionnelle

Etablissements JOSEPH PARIS : Vieille entreprise familiale de charpentes métalliques de la zone Ouest de Nantes - 724 ouvriers, techniciens et cadres, dont 130 sur des chantiers extérieurs et 240 mensuels.

L'esprit "maison" y fait régner un paternalisme rigide que les jeunes n'acceptent plus ( voir par exemple la grève de Ferodo, décembre 1970 ICD n° 103-104, mars-avril 1971 ). Mais il faut bien embaucher des jeunes pour que la boîte tourne et parmi eux, courant 1970 deux ex-étudiants, maos ou ex-maos qui bientôt commencent une campagne contre les "petits chefs" -les contremaîtres- chevilles ouvrières de toute usine. C'est pain béni dans une telle boîte comme dans beaucoup de semblables en province. Cela va du canard d'entreprise ( le "feu aux poutres " ) jusqu'aux engueulades et aux violences (l'un d'eux se fera craquer sur la queue ).

Cette attaque sur la hiérarchie dans ses brimades quotidiennes se double bientôt d'une autre attaque sur un aspect non moins essentiel : le fric. Comme partout, les syndicats déclenchent des "actions revendicatives" : localement à Nantes et

spécialement dans la charpente métallique, fin 1971 pour le renouvellement d'accords de salaires. Aux ateliers de Paimbeuf, à l'entreprise Vallée à St Luze et chez Paris. Il ne se passe rien de spécial dans les deux premières boîtes où tout se termine "bien". Chez Paris des gars de la section CFDT reprennent les campagnes démagogiques de la Confédération et posent des revendications non hiérarchisées : la section CGT, où sont les deux maos, suit. Ils demandent ensemble : 112 F uniformes par mois plus 4 % hiérarchisés ( I )

UNE GREVE SYNDICALE à ce moment, rien que de très habituel: pas de consultation préalable, les sections syndicales fixent les revendications et l'action, par en haut. Bien traditionnelle aussi cette tentative de "populariser" les revendications

( I ) en 1970, sur un total de 13.300.000 F de salaires versés par la boîte, 10 dirigeants ont perçu 920.000 et 715 "autres", 12.380.000 pour l'année.

non hiérarchisées par des pétitions ,notamment chez les mensuels: 158 sur 240 les auraient signées. Comme d'habitude ,les actions débutent par les classiques débrayages quotidiens : une heure d'abord à partir du 10 février et comme ça ne donne rien 1 h 30 à partir du 17 avec des défilés dans les ateliers. Entre temps ,sans consultations mais après les premières discussions ,les revendications ont baissé : 64 F uniforme plus 3% hiérarchisés (ça représente 9,7 % pour un salaire de 1.000F et 4,8 % pour un salaire de 8.000 F ).

UN CONTENU DIFFERENT pourtant derrière ces apparences . Un rapport de forces qui à coup sûr a permis aux maos de développer leur campagne ,de ne pas être vidés bien qu'ils aient été arrêtés au cours de manifestations dans la région. Un rapport de forces qui explique la dimension réelle prise par les débrayages ( certainement vers la fin février ,on ne doit plus faire grand chose dans l'usine ) ,qui explique aussi la position dure de la direction cherchant à "vider l'abcès". Le lundi 28 février le patron convoque le Comité d'Entreprise à 17h 30 pour dire "pas de problème" "la hiérarchie ,ça se règle au niveau national " "si ça continue ,je ferme l'usine " . La réplique est immédiate:une assemblée générale de 360 ouvriers décide par un vote l'occupation immédiate de l'usine. Le mardi 29 au petit matin ,les piquets ,en force interdisent l'entrée de la boîte aux cadres et aux jaunes . Une première constatation qui révèle un fait qui va devenir décisif dans la grève : la moitié seulement de ceux qui travaillent chez Paris sont vraiment dans cette lutte dès ce moment et parmi eux , seulement les deux tiers des ouvriers au maximum .

L'AFFRONTEMENT de deux fractions presque égales (environ 300 de chaque côté ) ,ceux qui veulent la grève d'un côté ,ceux qui veulent travailler de l'autre , commence dès ce moment . On connaît mal l'organisation du côté de ceux qui occupent l'usine:il semble qu'elle garde formellement les structures traditionnelles ,le comité de grève étant finalement l'intersyndicale CGT-CFDT ;mais coupé des unions locales hostiles à la grève , contrôlé en permanence à cause de la petite dimension de la boîte ,il exprimera ,au moins au début de la grève ,la volonté de la base . Le comité de soutien pour la reprise du travail est peut être dû à l'initiative de quelques cadres ,avec le soutien du patron et sans doute aussi avec des arrière plans politiques côté UDR . Mais tout ceci ne doit pas minimiser le fait qu'il recueille rapidement et ouvertement l'adhésion de 200 cadres ,employés ,techniciens et d'une vingtaine d'ouvriers. Ce "Comité de défense pour la liberté du travail " va agir exactement comme un organisme de lutte:sous une forme plus élaborée et une base plus large , c'est exactement ce qui s'est passé à Rennes le 21 octobre ,à la Société Pouteau où ,à la suite d'une occupation avec séquestration du directeur et de cinq chefs ,les grévistes se feront expulser par la force par un groupe de cadres opposés à la grève . Cet affrontement ,bien qu'à petite échelle (on le retrouve aussi dans

d'autres entreprises ) exprime un conflit fondamental entre ceux qui défendent consciemment un ordre social capitaliste contre ceux qui par leurs revendications et leur action mettent en cause fondamentalement le même ordre capitaliste .

DEFENDRE SOI MEME SES INTERETS , tel pourrait être la ligne politique de chacun des comités soutenus par deux groupes cohérents de travailleurs : dans la mesure où ils doivent mener une lutte plus ou moins autonome parce que les organismes de "défense ouvrière " ne peuvent plus le faire ,les ouvriers opposent la violence de leur action directe . Dans la mesure où la répression patronale ,la police ,les syndicats , la domination morale ,sont incapables d'endiguer cette action directe,ceux qui se croient menacés par elle ,menacés de perdre leur petit confort et leurs médiocres privilèges,prennent les mêmes formes d'attaque et de défense et ont recours aux mêmes organismes parallèles d'action directe . Ce recours à la violence directe de deux groupes sociaux s'apparente à la guerre civile . Bien sûr la force réelle des deux groupes est bien différente et présentement ,elle donne tout le poids à ceux qui défendent le capital et ses structures de domination (dont la hiérarchie ) . Il est intéressant de voir le comité jaune définir aux syndicats un fonctionnement que ceux ci revendiquent :

"Nous n'acceptons pas que deux syndicats qui ne recrutent comme adhérents que 20% du personnel décident sans consultation de bloquer les entrées de l'usine.C'est un abus de confiance ...Nous n'acceptons pas non plus que les syndicats se fassent manœuvrer par des gauchistes"

Ces positions sont exactement celles de l'Union locale CGT qui déclare aux délégués de la section CGT de Paris : " Vous êtes des gauchistes . Nous ne discuterons qu'avec des délégués " .Tout ça définit bien ce que tous entendent par "démocratie syndicale " .La CFDT ,bien que plus discrètement adopta une attitude identique :les représentants de l'Union Locale ne firent leur apparition sérieuse que vers la fin de la grève ,à un moment où précisément ils pouvaient à nouveau jouer leur rôle ainsi défini par les antigrévistas . Derrière le verbalisme politique qui ,dans la guerre des communiqués "condamne " le soutien patronal ou celui de l'UDR ,on retrouve une coalition de fait pour la défense du capital et de son ordre social . Et cette coalition ,faute de pouvoir réprimer légalement ( on peut penser qu'ici joue un rapport de forces qui oblige actuellement ,bien que de façon non apparente,pouvoir ,syndicats et partis à beaucoup de prudence dans sa répression du prolétariat ),cette coalition de défenseurs de l'ordre, use des mêmes procédés illégaux qu'elle condamne et qui justifient son existence . Au début et pendant, ce sont les chocs violents autour de l'usine :

" Nous sommes armés en permanence de matraques et de triques" (un responsable du comité pour la liberté du travail )

Et c'est ensuite l'occupation de l'inspection du travail et la séquestration des délégués syndicaux et de l'inspecteur du travail qui y discutent.Cette

action contraindra le pouvoir à faire intervenir les flics pour "libérer" l'usine et à protéger toute l'organisation parallèle (transports, tracts,..) qui règle la reprise du travail.

LA FORCE D'UNE LUTTE, C'EST LA FORCE DE TOUS LES TRAVAILLEURS. En face de la coalition dont le fer de lance était le Comité jaune soutenu par les flics et les syndicats, la seule force qui aurait pu peser était celle de tous les travailleurs de Nantes et d'ailleurs. Ce n'est pas un comité de soutien, cartel politique traditionnel, aux méthodes tout autant traditionnelles (collectes, manifestations ...) qui pouvait constituer cette force: selon les orientations "gauchistes" habituelles (Ligue Communiste, Lutte Ouvrière, divers groupes anarchistes, etc...) ce comité ne cherchait qu'à "pousser" les syndicats, se plaçant sur le terrain légal, alors même que les adversaires de la grève n'hésitaient pas à en sortir. Bien sûr on peut écrire après comme Rouge (n°152) que les manifestants .." ne songeaient qu'à se mobiliser. On songe un moment à reprendre l'usine". Ce qui est le plus évident, c'est que dans cette situation, évidente dès le début de la grève, les ouvriers de chez Paris vont se trouver isolés, sans aucune solidarité effective, livrés à leur seule force lorsque les flics reprendront l'usine, lorsqu'ils essaieront d'empêcher son fonctionnement (entrées des jaunes, entrée et sortie du matériel)

UN SEUL ORGANISME AUTONOME DE LUTTE : LE PIQUET DE GREVE, c'est finalement la conclusion que l'on peut tirer de cette lutte. Il ne s'exprime pas comme un organisme de lutte constitué, mais c'est lui qui, jusqu'au bout des cinq semaines de grève, dans l'usine d'abord, devant l'usine occupée par les flics ensuite, affirmera non seulement la volonté de lutte, mais aussi la seule organisation réelle de la grève. Régulièrement, il comptera de 150 à 200 membres, parfois jusqu'à 300. C'est lui qui s'affrontera aux jaunes, aux flics, qui tentera d'empêcher la sortie de matériel envoyé à des sous-traitants. Battu chaque fois parce qu'il reste isolé, parce qu'à aucun moment, les ouvriers des autres usines proches ne viendront leur prêter main forte, peut être parce qu'ils n'auront pas été chercher sux mêmes cette solidarité effective, laissant en son sein au comité de soutien soucieux de ses options politiques qui l'enferment dans sa légalité ou aux syndicats hostiles à la grève. Battu mais n'en continuant pas moins à défendre leurs revendications avec acharnement et obstination (et ensuite les deux maos licenciés). Pas de solidarité ouvrière, pas de relais politique comme dans la grève du Joint Français à St Brieuc (Nantes, ce n'est plus la Bretagne avec ses problèmes spécifiques). L'issue de la grève était écrite déjà dans beaucoup de luttes identiques.

UNE FIN CLASSIQUE : le samedi 8 avril 290 ouvriers sont encore en grève; au piquet, ils refusent un vote secret (on voit s'opposer ici deux formes de "démocratie"). A mains levées (il veulent

continuer et on reprendra (le vote intervient sur 6% d'augmentation hiérarchisée et le maintien des deux licenciements). C'est alors que les syndicats rentrent dans le circuit, jugeant le moment propice. On voit ici les limites de l'organisation de la grève: le rôle ambigu que peut toujours jouer un comité intersyndical prenant "normalement" la tête de la lutte. Le lundi 10, malgré ce vote du samedi, les délégués CGT et CFTD déclarent au piquet toujours aussi puissant qu'ils "informent les travailleurs que leurs organisations donnent la consigne de reprise du travail aujourd'hui à 13h30" (le communiqué en a déjà été envoyé à la presse et à la radio). C'est la colère, à la limite de la violence. Mais la grève est foutue. On retrouve exactement dans cette fin, en plus petit, ce qui s'est passé dans la grève du métro à Paris en octobre 1971 (n° 110-111 d'ICO). Pourtant, les ouvriers étaient beaucoup plus résolus quant à leurs revendications et à leur action. Cependant, l'autonomie ne dépassant pas le niveau élémentaire de la lutte, laisse hors de leurs mains tout ce qui pourrait faire sortir la grève de son isolement; ceci alors que leur action directe de base a soulevé des forces répressives beaucoup plus efficaces.



ON S'EXCUSE  
POUR LE DERNIER  
NUMÉRO DONT  
LA LECTURE  
A ENVOYÉ UN  
CERTAIN NOMBRE  
DE CAMARADES A  
L'OPHTALMOLOGISTE.  
LA PETITESSE DES  
CARACTÈRES ÉTAIT  
DUE, COMME ON DIT,  
A UN INCIDENT TECH-  
NIQUE. LA PROCHAINE  
FOIS, UN MICROSCOPE  
SERA GRACIEUSEMENT  
FOURNI EN SUS DE  
L'ABONNEMENT.



**CREUSOT-LOIRE: Dunkerque (150.000 h.) devient un énorme complexe industriel très moderne. Le trust CREUSOT-LOIRE (28 usines en France, 40.000 ouvriers) y exploite l'usine de Leffrinckhoucke entre la ville et la frontière belge: 1670 ouvriers et employés en 1970, 2350 en 1972; en plus 650 ETAM, 60 cadres; il y aurait 50% de syndiqués (ça paraît beaucoup). C'est dans une autre usine du trust à NANTES, ex-Batignolles que s'est déroulée en janvier 1971 une grève de 45 jours (ICO- N° 105, mai 1971, page 6), grève qui est restée complètement isolée. La C.F.D.T. est majoritaire. C'est la même direction paternaliste, vieux modèle, butée et intransigente. D'autant plus que l'usine des Dunes, c'est la plus moderne du groupe, celle qui procure des profits. Son extension a signifié l'entrée de jeunes, transplantés pour une bonne part de la région du Nord.**

La grève a été "préparée" par les sections syndicales CGT et CFDT avec les moyens classiques du "cahier de revendications". C'est toujours ce qu'ils emploient quand ils sentent un mécontentement à la base et qui leur permet de faire croire à leur pratique "démocratique" ( pour description détaillée voir les Cahiers de Mai mars -avril 1972, n° 36-37 ). On accorde l'idée que, par cette pratique, les ouvriers peuvent exprimer leurs revendications dont la réunion définit le but de l'action. En pratique, il s'agit de faire reprendre les thèmes qu'une habile propagande syndicale et politique a imposés à l'esprit de tous et ainsi de "populariser" ce qui a été décidé par en haut. On y joint, pour "respecter la voix de la base" ces revendications particulières d'atelier qui traînent toujours dans une grande entreprise. Tout ceci rentre bien dans la fonction syndicale dans l'entreprise capitaliste: établir une communication entre la base et la direction pour "normaliser" les conditions d'exploitation d'une part, faire descendre les décisions essentielles à la marche globale de l'unité capitaliste nationale d'autre part. La pratique d'une "démocratie syndicale" ne change rien fondamentalement à cette finalité; au contraire, elle la renforce.

Donner la parole à la base n'est pas sans risques. pour les syndicats. Ils sont obligés, sous menace de perdre la face, de définir une méthode "démocratique" et le choix de cette méthode dépend finalement de la pression de la base; en sens inverse la méthode ainsi choisie par les directions syndicales constitue le cadre dans lequel peut se développer une agitation beaucoup plus vaste, plus loin en tout cas que ne le souhaitent les syndicats dans cette phase de la lutte. Elaborer un cahier de revendications, cela peut se faire soit pendant, soit après le travail. Les sections syndicales de Dunkerque choisissent de le faire pendant le travail. (on ne se perd pas en conjonctures sur ce choix, mais il y a certainement beaucoup de motifs divers: pression de base, proximité d'élections, etc...). Du 15 au 30 novembre 1971, ils décident d'organiser des assemblées par service et par postes (tactique habile qui permet d'abord de maintenir les cloisonnements imposés par la division capitaliste du travail donc d'assurer la supériorité du contrôle des sections syndicales). Mais, en même temps, ces assemblées divisées à l'extrême sont l'équivalent de débrayages tournants (ce qui fait

qu'avant même d'avoir recueilli l'opinion des travailleurs sur les revendications et sur l'action), les syndicats imposent pratiquement leur mode d'action (et partant leurs revendications de base); la première de ces assemblées, à l'usinage, à l'équipe du matin, faite à l'heure du casse croûte mais débordant déclenche immédiatement une réplique de la direction: le lock out de cette équipe pour le reste du poste. Si la direction riposte aussi énergiquement et aussi rapidement, c'est que l'assemblée a dû être suivie à 100% et que, l'organisation de l'usine aidant, les assemblées peuvent se transformer en grèves bouchon quotidiennes et paralyser rapidement toute l'usine. La riposte à ce lock out d'un poste dans un service, c'est la grève du poste du soir dans le même service, grève suivie à 95%. A ce moment, il est clair que les travailleurs veulent lutter mais qu'ils acceptent de le faire dans le cadre que les syndicats ont eux-mêmes fixé. Il faut croire que les dirigeants des sections n'en espèrent pas tant puisque, pour ne pas se trouver avec un conflit sur les bras, ils abandonnent immédiatement les assemblées en cours de poste (même prises sur le casse croûte) pour des assemblées en fin de poste qui, de toute évidence, pour un tas de raisons matérielles (retour chez soi essentiellement) réduisent le nombre des participants et le temps de discussion; de plus, et c'est là leur principal intérêt quant à l'action de base autonome qui commençait à pousser la forme initialement proposée par les syndicats, elles ne gênent nullement la direction de l'entreprise et reportent un conflit à plus tard. On peut donc voir ici comment, avant même que la lutte ne soit engagée, les sections syndicales avaient le souci de maintenir la lutte dans le cadre bien délimité par eux.

Le cahier de revendications qui finit par être ainsi élaboré par les sections syndicales CGT et CFDT comporte 30 points: salaires, réduction du temps de travail, retraite, conditions de travail et de sécurité, classification, congés payés, droit syndical, etc... Rien que de très habituel quant à l'aménagement global de l'exploitation capitaliste. Les délégués syndicaux déposent ce cahier le 26 janvier (noter que cela fait deux mois après la "poussée" de novembre). Réunion paritaire le 14 février: refus général de la direction. Le 15, les syndicats proposent à une assemblée générale

des travailleurs de l'usine (la première) une grève de 24 heures. Cette grève est très dure, des piquets aux portes ne laissent pratiquement entrer personne. On retrouve la même force donnée aux mots d'ordre syndicaux par une adhésion totale. Une autre réunion paritaire se tient le 17 février, sans plus de résultats. Le 28 février se tiennent des assemblées d'informations (et non plus une seule). Les syndicats de techniciens et cadres (CNC notamment) déclenchent ce jour là une grève de 24 heures pour la "liberté du travail" contre les piquets de la grève des ouvriers précédente; le syndicat cadre de la CFDT s'y associe, mais en présentant un cahier de revendications particulier aux cadres et techniciens. La direction renforce ce mouvement en renvoyant les ouvriers chez eux puisqu'ils ne "peuvent travailler sans encadrement". Dans les assemblées ouvrières, les sections syndicales imposent un mot d'ordre de grève de 24 heures pour le 1er mars. Tout reste donc bien jusqu'ici dans "l'ordre syndical". On voit seulement s'esquisser, d'une part une force qui remplit les mots d'ordre syndicaux et les déplace hors de leur but initial, d'autre part, pour cette raison, un conflit avec les cadres et les techniciens qu'évitaient précisément les luttes restant dans la cadre "unitaire" des confédérations syndicales.

Une autonomie embryonnaire de la lutte dans les piquets de grève va changer la dimension de la lutte; on ne peut qu'être frappé de la similitude avec ce qui se passe aux Etablissements Paris à Nantes. Le 1er mars, les ouvriers s'opposent à ce que les piquets soient seulement symboliques et ils établissent de véritables barrages aux entrées de l'usine. Dès ce premier jour de grève, à 8h et à 14 h, des bagarres opposent ouvriers des piquets et cadres qui "veulent travailler". Sans aucun vote, la grève se prolonge le 4 mars simplement par cette volonté de lutte de la base. La direction réagit immédiatement et obtient, contre 6 délégués et trois ouvriers, un jugement ordonnant l'expulsion des piquets hors de l'usine (reconnaissance implicite qu'ils sont alors l'élément déterminant de la grève). Les piquets s'exécutent; mais de quelques mètres seulement: ils reconstruisent les barricades à l'extérieur des portes (ce qui est facilité par la configuration des lieux - un pont sur un canal à l'entrée principale - et les dirigeants ayant l'habitude de faire de leurs usines de vraies forteresses). A un meeting, les ouvriers votent à mains levées la continuation de la grève, mais il n'y a alors que 1.000 présents, soit la moitié de l'effectif ouvrier. La direction pose comme préalable à la reprise de pourparlers la levée des piquets. Il est évident que les syndicats n'ont pas de pouvoir sur ceux-ci et qu'ils ne peuvent prévenir les affrontements violents entre groupes de cadres et groupes d'ouvriers aux portes de l'usine. L'article du Monde ci-contre du 19-20 mars peut en donner une idée.

La grève prend fin cette même semaine. Le 20 mars, une assemblée ne regroupe encore que la moitié des ouvriers: 850 sur 1.100 votent la poursuite de la grève. La CFDT donne alors l'ordre de reprise

du travail telle est "majoritaire" électoralement et doit donc préserver sa base adhérente qui, à ce moment de campagne provoquée par le combat évité, au moins la moitié des ouvriers, doit se trouver des deux côtés. La CGT, qui elle doit en avoir plus du côté combatif, et qui de surcroît est minoritaire peut se payer le luxe démagogique de déclarer

## A Dunkerque

### Grévistes et non-grévistes s'affrontent au travers d'un rideau de flammes

De notre correspondant

Dunkerque. — Les grévistes et les partisans de la reprise du travail se sont affrontés avec une rare violence, vendredi 17 mars, aux abords de l'usine Croiset-Laine de Ledringhouche, près de Dunkerque. Cela ne s'était pas encore vu dans la région. Et l'escalade n'est pas allée jusqu'à la bataille rangée, c'est qu'il s'est trouvé dans les deux camps assez d'hommes lucides pour apaiser les esprits échauffés.

Du côté ouvrier, on s'était échauffé après que la direction eut fait enlever les barricades par une entreprise extérieure, sous la protection de la police. Cela obligeait les grévistes à garder, outre les deux nœuds de l'usine, un chantier d'encadrement, près du crématorium situé à l'est, qui a couvert une brèche d'une centaine de mètres dans le mur d'enceinte. C'est par là que, à 6 heures du matin, un millier de cadres, d'agents de maîtrise et d'ouvriers (peut-être cent vingt de ceux-ci, selon la direction) étaient passés. Les non-grévistes s'ouvrirent aussitôt un quatrième accès, en défonçant le mur de béton du côté des dunes, alors que l'on s'affrontait ailleurs.

Les grévistes organisaient des rondes en voiture, les groupes communiquant entre eux par radio-walkie. A 14 heures, plusieurs centaines d'entre eux prenaient position au point de passage du crématorium pour intercepter le retour des agents et des agents de maîtrise. Entre les non-grévistes, dont le flot commençait à grossir, et les ouvriers couronnant le talus élevé par les bulldozers, un no man's land s'établissait dans une sorte de ravin qu'il fallait traverser pour tenter de déborder le front des grévistes.

A défaut de barricades, les grévistes dressèrent alors un mur de flammes et de fumée en incendiant des vieux pneus arrivés d'Allemagne. Mais à 18 heures, la loi du nombre joua en faveur des non-grévistes, provoquant un surcroît de tension. A l'extrême-

ment verbal succédèrent quelques secousses, des coups de poing et, soudain dans la fumée aveuglante, rebattue par le vent, une pluie de pierres, de briques et de bouteilles, qui s'abattit sur les deux camps. Plusieurs hommes grévistes (l'un d'eux fut blessé légèrement) prirent à partie les partisans de la reprise. Un père se détacha des rangs des non-grévistes pour ordonner à son fils gréviste de rentrer à la maison; ce qu'il fit.

Vers 18 heures, alors que les deux groupes se rapprochaient dangereusement, des dirigeants syndicaux et la police locale arrivèrent sur les lieux. Cette présence entraîna une certaine détente, et bientôt grévistes et non-grévistes, mânes, échangeaient calmement leurs arguments. Les grévistes lâchèrent les secondes se dirigeant par petits groupes vers l'usine, mais il ne restait plus qu'une heure à travailler.

La direction a convoqué de nouveau l'ensemble du personnel pour une reprise du travail lundi matin 20 mars. Le conflit, qui touche deux mille huit cents cinquante salariés, avait éclaté le 29 février. La CGT et la C.F.P.T. réclamaient la prise en considération de leurs revendications sur les salaires, la retraite et les congés payés. Le 4 mars, le tribunal avait décidé l'expulsion des piquets de grève installés intérieurement aux portes de l'usine, les militants se transportèrent alors sur la voie publique.

qu'elle est pour "la poursuite de la grève" (puisqu'elle est scindée, on peut y aller sans risques, ce n'est pas comme en novembre). Un meeting convoqué le 21 mars ne rassemble que 500 grévistes dans un baroud d'honneur et elle lance alors le mot d'ordre rituel et vide de "reprise du travail pour poursuivre la lutte à l'intérieur de l'usine".

Comme pour Paris à Nantes, cette grève montre les limites de l'autonomie des luttes actuellement en France: on peut écrire qu'il n'y a pas d'organisation des travailleurs en lutte, alors même que leur volonté de lutte, affirmée à travers des mots d'ordre syndicaux et des formes d'action proposées par les syndicats, pose certains termes de cette auto-organisation et lève des conflits nouveaux pour cette raison même.

L'organisation de la grève s'arrêtant à ce niveau embryonnaire, le grève ne peut que rester isolée; son extension sur le plan du trust, sur le plan professionnel ou sur le plan local connaît rapidement les limites habituelles parce que, fondamentalement, elle reste entre des mains étrangères à la lutte et ne peut, par suite que se couler dans la surenchère politique, les rivalités syndicales et susciter la méfiance ou l'indifférence des travailleurs concernés. Ce ne sont pas les efforts de groupes comme les Cahiers de Mai (fussent-ils surhumains en raison de la dimension d'un tel trust qui peuvent y changer quelque chose; même si cela peut avoir un aspect positif en soulignant la voie nécessaire de liaisons horizontales directes entre travailleurs. Commentant cette grève, les Cahiers de Mai (mars-avril 1972, p 2) déclarent que les "querelles entre syndicats dont les ouvriers font les frais"

### LE JOINT FRANÇAIS : Une usine du trust CGE

La société Le Joint Français, qui possède une usine à Saint-Brieuc et à Bezons dans la région parisienne, est depuis 1928 une filiale de la Compagnie Générale d'Electricité (C.G.E.). Elle est un des éléments du secteur « matériaux et isolants » de ce grand groupe qui compte 105 filiales et qui est présent dans tous les domaines qui touchent à la construction électrique : équipements électromécaniques (Alstom), électronique et télécommunications (Compagnie Industrielle des Télécommunications Cit - Alcatel), fils et câbles (Câbles de Lyon, Alsaciens Geoffroy Delore), accumulateurs et piles (Sociétés des accumulateurs fixes et de tractions), etc.

La C.G.E., dont le P.D.G. est M. Ambroise Roux, est au 6<sup>e</sup> rang des entreprises françaises. Son chiffre d'affaires a été de 10 870 millions de francs en 1971, ce qui représentait une progression de 8,3 pour cent par rapport à 1970 (10 037 millions). L'effectif total du groupe au 1<sup>er</sup> janvier 1971 était de 113 000 personnes, dont 8 000 cadres. (Renseignements donnés par « Ouest-France », le 25 mars 1972.)

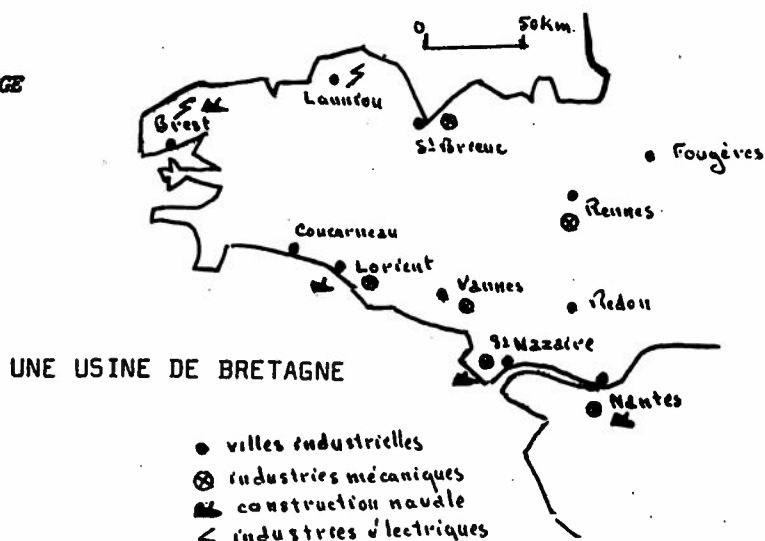
A St Brieuc ( 60.000 h ) il y a trois usines:  
 -Chaffoteaux -Maurv (chaudières à gaz), 1.700 ouvriers qui en février ont obtenu 0,20 de l'heure après avoir débrayé une semaine.

--Sambre et Meuse (métallurgie)

- Le Joint environ 1.000 ouvriers dont 60% de femmes et de jeunes; 95% gagnant moins de 1.000 par mois, heures supplémentaires comprises.

Un des arguments avancés pour expliquer la grève sera l'écart des salaires avec Paris (c'est net pour l'usine LMT de Lannion (300F par mois) ou pour Citroën à Rennes (15 à 20 %). Mais ce n'est pas particulier à la Bretagne et cela fait des années que le capital cherche des moindres coûts de production en s'installant "dans la chlorophylle"; le réformisme moderne (qui peut aussi bien venir de l'UDR que de la gauche PC, PS, PSU... mais pas des notabilités locales centristes se réservant l'exploitation de cette main d'oeuvre) consistait à vendre ces travailleurs venus de l'agriculture et du petit commerce au moindre coût pour le grand capital. Construite en 1962, l'usine "pilote" du Joint avait été présentée par la municipalité PSU, PS, PC comme le modèle de ce qui pouvait sauver à la fois la Bretagne et le capital: 14ha de terres à prix réduit, exonération de patente pendant 5 ans, tout

expliquent l'échec de cette grève. C'est exactement l'inverse: les querelles entre syndicats ne font que traduire le manque d'organisation de la lutte par les ouvriers eux mêmes; là où les travailleurs imposent, sous une forme ou sous une autre leur volonté propre de lutte, les syndicats ne peuvent que "s'unir", pour réintroduire leur "fonction" à un autre niveau. Une preuve que les ouvriers de Creusot Loire cherchaient autre chose dans cette lutte, on la trouve dans le fait qu'aux élections du Comité d'entreprise en juin 72, il y a 40 % d'abstention au lieu de 6% l'année 1970, chiffre qui correspond à l'accroissement d'effectif de l'usine et à la minorité active décidée à poursuivre la grève. D'un autre côté, il se dégage une autre minorité de 20 % d'ouvriers votant pour une nouvelle liste CFTC qui doit correspondre à ceux qui étaient farouchement opposés à la grève aux côtés des cadres.



un tas d'avantages divers... payés par les habitants eux mêmes donc réduisant encore leurs maigres salaires.

Qu'est ce qui a bousculé un si bel édifice?

Le capital lui même d'abord. Il paraît que la concurrence d'une usine anglaise exploitant les travailleurs de Malte (meilleur que la Bretagne) a réduit à zéro les bénéfices du Joint en 1971 et mis l'entreprise dans l'obligation de réduire impérativement ses coûts de production. D'où l'idée de transférer l'usine à Bar le Duc dans la Marne plus au centre dans le Marché Commun.

La combativité ouvrière qui n'accepte plus de "subir" les bas salaires et le chômage. Au Joint, ce n'est pas venu brutalement; à une phase de répression anti syndicale avant 68, correspond la rupture d'une grève de 6 semaines en mai 68 et l'implantation de la CFDT et de la CGT. Et sans aucun doute un rapport de force nouveau (que ne traduit pas forcément l'implantation syndicale) qui motive la venue en 70 d'un nouveau directeur "dur" (I) qui entraîne en 71 une grève bouchon au secteur

(I) un directeur qui ne sait pas éviter une telle grève est un "mauvais" directeur dans l'entreprise capitaliste. Celui-là sera muté un mois après la grève.

boudinage qui bloque l'usine pendant une semaine. Cette combativité n'est sans doute pas étrangère aux projets de transfert.

Comment les dirigeants politiques et syndicaux vont traduire cette lutte de classe

"La décentralisation doit elle être au service des habitants ou des groupes internationaux?" (Krumnov, leader CFDT -Nouvel Obs 8 mai 72). Ou bien ( N O 15-5-72 )

Albert Detraz constate : « Si elle avait duré huit jours, la grève du Joint français serait passée inaperçue. En se prolongeant, elle a amené non seulement les salariés mais toute la population à poser les problèmes de l'aménagement du territoire, de la décentralisation, du sous-développement de l'Ouest. Elle est devenue la grève de toute la Bretagne. »

un autre leader CFDT

Ou bien celles de notables locaux: "C'est la première génération d'ouvriers. Le poids de l'Eglise et de l'enseignement français pèse lourdement; ici, il n'y a pas comme dans l'Est la morale de l'entreprise" (Le Monde 3-4-72), ou d'un cadre supérieur: "St Briec est pourri par l'idéologie. Influencés par les professeurs et le clergé, beaucoup de Bretons dénoncent le profit, dénigrent les entreprises tout en réclamant des emplois".

Une réponse ouvrière toute simple: "C'est pas compliqué, vous voyez. Nous sommes mécontents, c'est tout" (une jeune ouvrière - Le Monde 13-4-72). Ce mécontentement, ce sont encore les syndicats qui vont le traduire, comme à Creusot Loire mais sous la forme d'une revendication de salaire uniforme comme aux établissements Paris à Nantes, empruntée ici aussi à la CFDT majoritaire dans l'usine. La lutte, organisée par les syndicats, consiste au départ dans les rituels débrayages d'une demi-heure par jour: ceux-ci durent, sans aucun effet notable du 23 février jusqu'au 13 mars. C'est alors que, sous la poussée des travailleurs la grève immédiate est votée par 75 % des ouvriers, avec occupation.

La bataille des ouvriers va s'exprimer de manière active et autonome sur trois points:

1 / empêcher toute reprise du travail: par l'occupation d'abord puis après l'intervention des CRS le 17 mars à 4 heures du matin, par des piquets très actifs installés à l'extérieur.

2/ contrôler les délégués dans les discussions, l'épisode le plus marquant sera l'invasion de l'inspection du travail où se déroulent des discussions et où les travailleurs prendront à partie directement les patrons: "Tu nous prends pour des minus"

"Tu nous prends pour de pauvres cons" " Mets ta feuille de paie sur la table ". Quelles que soient les motivations de départ, la séquestration des patrons pendant toute une nuit englobe aussi les délégués et exprime le fait que les ouvriers n'ont pas du tout confiance dans ce genre de discussion.

3 / la volonté de ne pas céder avant d'avoir obtenu des avantages substantiels ce qui explique que la grève va durer 8 semaines. Même le Lundi 8 mai, le vote de reprise va donner 641 oui sur près de 1.000 ouvriers c'est à dire près de 30% décidés à continuer.

Mais l'organisation de la grève va rester en dehors

des travailleurs il n'y a pas de formes autonomes de lutte malgré ces courants profonds qui y poussent.

1/ Occupation et piquets de grève restent le fait d'une minorité. Les CRS pourront faire évacuer l'usine sans coup férir et à aucun moment leur position n'y sera menacée. Si les affrontements de Nantes ou de Dunkerque entre deux fractions de salariés ne s'y produisent pas, c'est parce que des circonstances particulières (fermeture de l'usine envisagée) ou locales (soutien de la population et incidences politiques) font que la combativité ouvrière se trouve à la fois renforcée mais aussi déviée sur un terrain légal. D'où l'ampleur des manifestations de soutien mais aussi leur caractère traditionnel de promenades.

2/ De bout en bout, tout sera mené par les syndicats essentiellement la CFDT. Le comité de grève sera l'intersyndicale. Pour éviter que ne se reproduise l'invasion de la séance de discussion, les pourparlers importants, après 6 semaines de grève se dérouleront, les premiers à Paris, les seconds à la Préfecture bien gardée de St Briec.

3/ La volonté de lutte sera soutenue par l'ampleur de la solidarité. Mais, cette solidarité n'est pas



directement le fait des travailleurs du Joint pas plus que celle des travailleurs des autres usines de St Briec ou de tout le Groupe CGE (ce n'est pas la tentative avortée d'une "journée d'action" à l'échelle du trust lancée par la CFDT qui pouvait apporter quelque chose de neuf sur ce plan(1)). La solidarité -exceptionnelle- fut le résultat de l'exploitation politique des circonstances locales. La combativité ouvrière obligeait à cette "unité" qui, derrière un comité de soutien englobe PSU, PS, Ligue Communiste, organisations agricoles, etc... et à la remarque tous les partis et groupes

(1) On ne peut que souligner que la même lutte pour l'égalisation des salaires se déclencha le 11 mai à Lannion dans une autre filiale de la CGE et fin mai à St Ouen sur des licenciements à l'usine Delle appartenant aussi à la CGE

y compris les curés et l'OR ... C'est encore voir les choses à l'envers que de dire comme le Nouvel Observateur (3-4-72) que c'est "l'intervention de la police qui a fait l'«unanimité» pour la grève. Pourquoi pas chez Paris ou Creusot Loire ? Cette solidarité restera purement financière et matérielle et entièrement entre les mains des partis et syndicats. Par contre, tous les affrontements réels dans l'usine ou aux portes de l'usine, à l'Inspection du travail seront rapidement maîtrisés par l'intervention conjuguée de la police et des responsables politiques et syndicaux. C'est ce qui fait illusion dans la grève du Joint, qui la distingue apparemment des autres grèves qui se déroulent en France aujourd'hui ; en raison de ces circonstances particulières elle ne peut, malgré tout le flot diversifié à son sujet servir à caractériser les luttes actuelles.

Mais, en retour, il faut souligner que ces mêmes circonstances particulières ont permis à certaines formes de solidarité de se développer pleinement dans leur cadre imposé bien sûr, mais ouvrant des perspectives bloquées complètement dans les autres luttes :

-d'une part les travailleurs des autres boîtes de la ville associés pleinement dans toutes les manifestations de solidarité, faisant sortir la lutte d'une usine

-d'autre part l'établissement de liens économiques différents avec les paysans producteurs (ce qui s'était déjà esquissé en mai 1968), par des ventes ou dons de produits directement de la campagne à l'usine.

Le facteur déterminant dans tous ces aspects divers et puissants de la solidarité, c'est la composition même de ce prolétariat. D'origine paysanne récente, il a encore de multiples liens familiaux avec des paysans; pour nombre d'entre eux le foyer c'est encore la ferme. Mais en même temps déjà totalement dans la situation de prolétaire moderne ce qui les conduit au combat de classe.

C'est ce qui, finalement, peut expliquer l'écho que cette lutte a pu rencontrer dans toute la France: c'est la volonté de lutte des travailleurs du Joint qui a fini par l'imposer par dessus l'encadrement de la lutte et son exploitation politique et syndicale.

## des femmes à paris en mai 72

Prétendre à un compte rendu objectif du meeting organisé par le M.L.F. à la Mutualité les 13 et 14 mai, est une entreprise ambitieuse au-delà de nos forces, car le programme était chargé et les interventions foisonnantes. En outre, la salle de la Mutualité avait subi des bouleversements, le retrait partiel des sièges permettant une grande mobilité et une liaison effective entre la "scène" et la salle. Ça circulait autant que ça parlait ces jours-là à la Mutualité, deux conditions qui ne facilitent pas le compte rendu linéaire. Bref un beau désordre, dans lequel on peut néanmoins repérer des divergences fondamentales. Et si certains croient encore apprendre ce que pense le MLF sur tel ou tel sujet, il est temps qu'ils crévent cette baudruche qui n'existe que dans leur esprit. Pas trace d'organisation frontiste unitaire, la disparité des centres d'intérêts et surtout la façon dont ils étaient traités, nous l'ont assez montré.

En rond sur la scène, ou dans la salle, une quarantaine de femmes se sont succédées pour parler de ce qui leur tenait le plus à cœur: les hôpitaux maternels, l'accouchement, l'homosexualité pour le premier jour; le viol, le travail, l'avortement et la contraception, le travail ménager pour le second.

A la base de ces groupes, le travail de deux ans pour certaines, travail collectif d'élu-

dition de femmes qui essayent de voir clair dans ce qu'on a l'habitude d'appeler "les problèmes des femmes" (appellation erronée s'il en est) et de les transformer en les situant dans un contexte plus global.

On peut distinguer d'une façon certes un peu abrupte les différents niveaux de lutte auxquels s'attaquent les interventions.

Les luttes attaquant le système capitaliste dans son mode de production. Il faut remarquer ici que ce terrain fut un peu délaissé car rejoignant dans la plupart des cas la pratique gauchiste. On a parlé de la grève des femmes employées dans les grands magasins de Thionville. Mais toujours sur un plan de la solidarité. Par contre, une syndicaliste belge a abordé concrètement le rapport entre hommes et femmes dans une grève, les difficultés pour que les hommes suivent une grève déclenchée par les femmes. Les manœuvres d'un patronat recherchant par delà les frontières (aux Ardennes) une main d'œuvre féminine docile, ont aussi été dénoncées: appel à un soutien international qui semblait ne pas passer par le syndicat.

Ceci ne recouvre probablement pas tout ce qui a été dit à ce sujet pendant le meeting, car nous n'étions pas présents lors du débat sur "les femmes au travail".

Les luttes attaquant le cadre institutionnel propre au système.

Des filles sont venues d'hôtels maternels, malgré la perspective de brimades, nous informer de leur situation: vie laborieuse intense où tout est organisé pour faire expier. Pas la moindre autonomie. Chantage perpétuel à l'égard de l'enfant (une fugue de deux jours entraînant la mise de l'enfant à l'assistance publique, grand fournisseur de main d'œuvre à bon marché). Cernées par les règlements draconiens, la meute des psychiatres médecins et assistances sociales, pour elles la lutte est difficile dans ces hôtels maternels (voir le N° 3 du "Torchon brûlé"). Elles ne sont parvenues, après une grève de plusieurs semaines, qu'à grignoter les emplois du temps et à extorquer quelques autorisations (visites,..). Bref à améliorer le règlement. Dans une période où les prisonniers se mutinent, les écoles se lèzardent, etc.. les luttes dans les hôtels maternels sont loin d'être négligeables. Néanmoins, elles n'étaient comprises qu'à un niveau institutionnel. Le rapport entre ces femmes et leurs parents, leurs mecs, leurs enfants, la famille, ... était le plus souvent peu explicité.

On a pu constater ce même type de manque (critique institutionnelle par rapport à une critique globale), mais autrement plus ambigu, lors des débats sur l'avortement et la contraception. La dénonciation des scandales en matière médicale: accouchements précipités, opérations anticipées où le corps de la mère a peu de prix (car seul le temps est de l'argent) punitions à peine déguisées d'infamies de jugements moraux ("je vous fais avorter, mais il faudra vous enlever un ovaire"..) manipulations diverses de médecins bien pensants jouant de leur savoir pour empêcher des femmes d'avorter, mille exemples ont pu être cités. Mais on avait l'impression d'une redite à l'infini, dont l'objectif semblait être: un accouchement plus humain, des avortements mieux faits. Résultats non négligeables, certes, mais qui ne dépassent pas le cadre de la réforme, manipulable au gré des objectifs gouvernementaux: une sage-femme guadeloupéenne a bien montré comment aux Antilles la contraception et l'avortement semi-légalisé étaient facilités par le pouvoir, dans le but de vider les îles de leurs habitants. Mais tout ceci ne repense pas le rôle de la femme reproductrice. La maternité, qualité génétique de la femme, reste comprise, dans une perspective toujours naturaliste, comme étant ce qui socialement définit la femme et la douleur, comme le résultat d'une mauvaise technique d'accouchement, et non comme faisant partie de la conscience, que peut avoir la mère, de son acte. La lutte est donc pensée de manière mécaniste, pour l'accouchement on en vient à prôner l'insensibilité éveillée pratique généralisée au Danemark (accouchement analgésique). Sans jouer les puristes dédaignant toute amélioration, on peut noter qu'on oppose manifestement insensibilité à douleur

et que par là même, on reste bien ancré dans la problématique judéo-chrétienne.

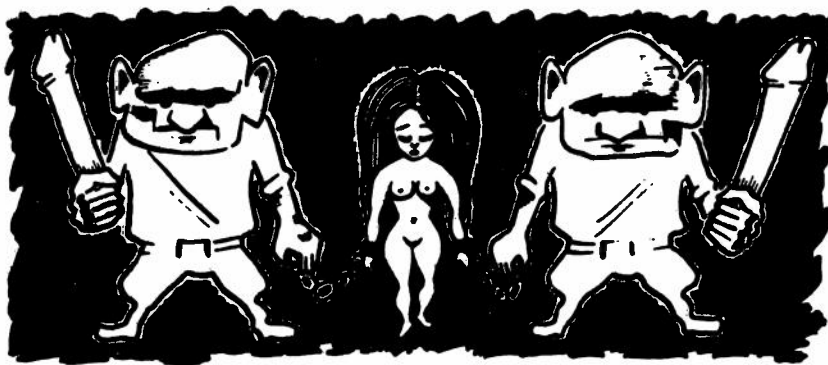
La même analyse peut être faite en ce qui concerne le groupe qui a débattu de l'homosexualité. Triomphalistes, exigeant avec rage leur droit à l'existence, elles en restent à une sorte de revanche historique, reprenant ainsi à leur compte pas mal de comportements mâles. De même lors du débat sur le viol, l'intervention de certaines, proposant la formation de commandos d'auto-défense dans certains quartiers comme réponse politique aux agressions diverses, se situe sur le plan de la stricte revanche. Sans renoncer sur le plan individuel à une attitude agressive, systématiser cette pratique deviendrait inquiétant, ce qui fut d'ailleurs nettement dit au cours du débat.

Telles sont en gros les critiques que l'on peut faire à ce qui a été dit pendant le meeting. Critiques qui, on le voit, se recourent malgré la diversité des sujets. La femme retranchée dans son foyer, mère avant tout, grande absente de toutes les scènes, doit prendre sa revanche dans un renversement de situation, ou du moins rattraper le temps perdu. Et l'on entendit revendiquer pour les femmes le droit à la création artistique. Que l'on justifie cette position par un appel à la stratégie, qu'on la nomme ruse de guerre, ou programme de transition, rien n'est changé. C'est toujours ce vieil opportunisme qui, distinguant la fin des moyens guette tout combat révolutionnaire. Et je pense que les "féministes révolutionnaires", puisque c'est ainsi que se désigne cette tendance, n'échappent guère à ce piège. Je ne peux à ce propos m'empêcher de citer une phrase qui dans le brouhaha général a pu passer inaperçue: "pendant la Commune de Paris, les parisiennes combattaient sur les barricades pendant que la féministe George Sand pleurait à Versailles ses meubles brûlés".

Il ne s'agit pas de prononcer des arrêts, mais de dénoncer des tendances latentes allant du réformisme le plus modeste à un avant-gardisme suspect.

Mais on ne peut s'en tenir là pour rendre compte du meeting. De subtiles remarques et contre-points çà et là, jetés lorsque le triomphalisme exagérerait sa parade, nous ont permis d'apercevoir une autre façon d'envisager la lutte des femmes. Certes ces interventions furent brèves, et s'inscrivaient mal dans le rôle de propagande auquel n'échappe pas tout meeting.

Le premier jour, lorsque les homosexuelles s'agitèrent sur la scène, chantant leur joie de vivre et leur honte bue, il fut objecté que toutes les homosexuelles n'étaient pas sur la scène, et qu'il existait peut être une autre façon de comprendre l'homosexualité féminine en abolissant les normes, dans un dépassement de la "femme-jules". Analyse qui partirait des pul-



sions mises en jeu et non pas d'un constat social de paria ("j'ai toujours été attirée par les femmes", "les hommes m'ont toujours dégoûtée", "je suis comme ça depuis toute petite", etc..) Bien que l'on aborde les problèmes sur le plan de l'inconscient, il est clair que Papa Freud n'y est pour rien. (son analyse sur l'homosexualité féminine est toujours fondée sur une expérience décevante, un oedipe mal résorbé, ou autre "maladie infantile").

Quant au débat sur le viol, analysé à partir du vécu des femmes, il a eu le mérite d'éclaircir d'un jour inhabituel ce phénomène, sans le séparer d'un ensemble. En ce qui concerne les viols faits par les immigrés, loin de se satisfaire de considérations sociologiques telles: "ah les pauvres, ils n'ont pas de femmes!" - ce qui aboutirait à leur en donner, comme n'importe quelle marchandise ou produit de première nécessité- on a tenté de le poser dans une logique du système dans lequel cette pratique est institutionnalisée: la prostitution, le devoir conjugal, le dragueage, etc.. On ne connaît que trop les rengaines du genre: "c'est une putain, elle l'a bien voulu", "c'est une maso, elle l'a bien cherché", "c'est un allumeuse, tant pis pour elle". Refrains quotidiens qui scandent la vie de toute femme. Il ne s'agit pas de faire un panégyrique de nos misères mais une analyse serrée des comportements. Car par exemple le masochisme de la femme est un concept qui a la peau dure et qui traîne un peu partout. Et même dans la bouche des femmes. Une amie me disait encore: "viol? connais pas. Pas assez de sex-appeal pour cela".

On voit donc se dessiner à la lumière de ce meeting des tendances qui risquent fort d'aller en s'opposant. L'une, les féministes révolutionnaires, dont les analyses revanchardes et opportunistes restent dans le champ de l'idéologie dominante. Une autre encore moins bien définie que la précédente qui par un travail sur les pulsions, les comportements et l'incon-

scient, tente de dépasser le champ d'investigation défini pour elles par la bourgeoisie, et d'analyser les problèmes en dehors de leurs normes, en vue d'une transformation en profondeur et non dans la perspective de changements à court terme.

Mais au-delà de la sécheresse de ce texte, il reste la folle joie des filles qui hurlaient, chantaient, dansaient, parlaient, avec un enthousiasme spontané qui manque habituellement à la plupart des meetings gauchistes.

Certains camarades ont regretté que nous n'ayons pas mis davantage l'accent sur cet aspect du meeting qui les avait particulièrement frappés, peu habitués qu'ils sont à des rassemblements où les femmes et leur mode d'expression prédominent. Il est sûr qu'à l'heure actuelle, une foule de femmes qui s'exprime ne le fait pas sur le mode consacré. "Les femmes sont sentimentales" et elles ont retournés ce qui leur a longtemps été reproché: manque de maîtrise, hystérie, pas sérieux, en un moyen d'expression d'autant plus explosif.

Pourtant insister sur ce point aurait pu nous conduire à masquer les critiques que nous voulions faire.

**Suite des ouvrages parus à CHAMP LIBRE (liste figurant dans le N° 114)**

- Le roman de Monsieur de Molière
- Pour la Révolution
- La politique des auteurs (cinéma)
- Ennemi du Peuple
- La Bande à Baader
- Les Mals Barrés
- ( pour toute commande, écrire au préalable à ICO)

# "Je fus maître auxiliaire dans le primaire"

Lettre ouverte au Ministre de l'Education Nationale ( d'une camarade de l'Aisne- 10/5/72.)

Monsieur le Ministre,

Je vous prie de trouver ci-après l'exposé des motifs qui m'ont conduite, le 14 mars, à présenter ma démission de l'enseignement au Recteur de l'Académie d'Amiens.

AVRIL 1969: j'entrais dans l'enseignement: un télégramme de l'Académie de Reims m'offrait une nomination en Haute-Marne. Cherchant un travail susceptible de me permettre la poursuite de mes études, j'ai aussitôt accepté le poste. J'ai appris sur place qu'il s'agissait de remplacer un maître auxiliaire "démissionné pour cause de chahut" (motif officiel: en proie à une dépression nerveuse). 21 heures de cours, classes de 5è, 5è, 4è, 2è, 1ère étudiant l'allemand en première langue, et une 2è faisant l'allemand seconde langue. Un programme aussi varié qu'inattendu, les professeurs de faculté répétant aux étudiants qu'en tant que titulaires du DUEL, on ne peut leur donner de classes au-delà de la 3ème. Le chef d'établissement lui-même qualifia mon emploi du temps de "vraie passoire" (pas une demi-journée de libre, mais que voulez-vous, quand on arrive le dernier, on prend ce qui reste).

AVRIL 1972: c'est moi qui démissionne de plein gré de l'enseignement, d'une part très édifiée de cette expérience de trois ans dont je crois utile de tirer publiquement les conclusions, d'autre part contrainte par mes conditions financières de chercher à survivre autrement.

Même si dans ce rapport je prends trop souvent la parole à la première personne, bon nombre de maîtres auxiliaires ne pourront qu'y retrouver dépeint leur propre condition, et ils auront sans doute plus de détails à ajouter qu'à retrancher. Il ne s'agit pas ici de noircir le tableau, mais simplement de constater que le phénomène de l'auxiliarat est une manifestation parmi d'autres de l'oppression exercée par la classe dirigeante sur les autres classes - manifestation qui ne devient évidente qu'à posteriori pour les élèves, les parents, et trop souvent hélas, pour les enseignants eux-mêmes.

Les conditions dans lesquelles j'ai débuté ne sont pas plus mauvaises que celles dans lesquelles débutent chaque année des milliers de maîtres auxiliaires. Le professeur que je remplaçais me fut présenté sous différents aspects:

- Inapte à l'enseignement
- détraqué, malade,
- pas très normal, à en juger avec ses contacts avec les collègues.

## LA DISCIPLINE, LES NOTES, LES COLLES

Accueillie froidement par les collègues qui, à une exception près, ne firent rien pour m'aider, mais au contraire guettaient mes défaillances, ("Vous avez des difficultés avec l'élève X? Comme c'est curieux avec moi c'est un ange; vous ne savez sûrement pas le prendre") j'ai vite perçue que l'administration était soulagée et rassurée, parce que je n'avais pas le chahut et que les élèves avaient enfin l'air de travailler.

Mais ce tour de passe-passe ne suffisait pas: il fallait noter, apprécier.. des élèves que je ne connaissais pas. On me donne un conseil d'ami: "tu regardes sur les doubles des bulletins ce que ton prédécesseur racontait, et tu t'arranges pour que ça ne soit pas trop en contradiction avec ce que mettent les collègues." Je n'ai pas suivi le conseil à la lettre, car un coup d'oeil sur un registre de doubles de bulletins des deux premiers trimestres m'indique quel rôle on attendait de moi: juger les élèves sur leurs attitudes en classe puisqu'il ne peut être question de les connaître en tant qu'enfants ou adolescents. J'aurais pu m'amuser au même jeu après 10 minutes d'entretien avec le Principal, ou tel Prof- eux ne s'en étaient pas privé à mon égard, et cela constituerait les éléments de ma note administrative. Mais bien sûr, le jugement des plus forts par les plus faibles est dépourvu de sens: la hiérarchie ne se casse pas à rebrousse-poil. J'ai sans doute effectué avec habileté le truquage de la note et de l'appréciation, car on a commencé à me considérer comme quelqu'un de sérieux, qui connaît son métier- certains profs que je voyais rarement allaient même jusqu'à me croire certifiée...

Ne pas vouloir jouer ce jeu, ça signifie encourir les foudres de l'administration, la baisse de la note administrative, l'attente prolongée pour pousser sur la liste d'Adjoint d'Enseignement; en bref la note basse vous rend moins compétitif sur le marché du travail, vous risquez le chômage...

A mes débuts, ce qui m'a le plus divertie, c'est la lecture des motifs de colles: ça ressemblait plutôt à un cahier de défoulement des profs, c'était ridicule, inefficace: les élèves collés étaient toujours les mêmes, ou plutôt les mêmes profs s'attaquaient toujours aux mêmes élèves et je ne voulais pas être assimilée aux profs qui collaient; d'ailleurs pour un auxiliaire, c'est maladroit de coller: on n'a qu'à s'arranger pour rendre l'élève docile et travailleur. Un maître auxiliaire est systématiquement rendu responsable du chahut, et on lui baisse sa note administrative; par contre quand



c'est un titulaire qui colle, c'est bien fait pour l'élève qui n'avait qu'à se conduire comme il faut...

#### Conditions d'emploi et de travail du Maître Auxiliaire:

La fin de l'année est arrivée. Les collègues me demandent si je revenais l'an prochain. Politesse, hypocrisie, ignorance de la condition d'auxiliaire, indifférence, parce qu'ils étaient, eux, tirés d'affaire? Un auxiliaire ne sait jamais avant la rentrée où et s'il va être nommé. Mes collègues ne pouvaient néanmoins ignorer que j'étais auxiliaire, puisqu'au réfectoire ce n'était ni à la table des certifiés, ni à celle des profs de gym., ni à celle des surveillants et maîtres d'internat, mais bien à celle des maîtres auxiliaires qu'on m'avait désigné une place. Enfreindre la règle ça voulait dire supporter d'un côté une intolérable condescendance, et participer de l'autre à des gameries bon enfant, sans en éprouver toujours l'envie (elles sont loin des préoccupations d'un auxiliaire débutant). Exemple comique en tout cas de la ségrégation "naturelle" qui s'opère entre les différentes catégories d'enseignants - ségrégation bien soigneusement entretenue et flattée par l'administration à tous les niveaux, et respectée par lessyndicats (un agrégé ce n'est pas n'importe qui, plus il est exécrationnel avec son entourage (signe de génie sans doute.. là non plus le 19<sup>è</sup> siècle n'est pas mort) plus il a droit aux égards et à la dignité humaine, c'est pas comme ces minables de maîtres auxiliaires.. des travailleurs immigrés de l'enseignement en quelque sorte, des incapables. des non-qualifiés qui viennent manger notre pain...

En prof "sérieux", je ne vivais que pour mes cours qui occupaient largement tout le temps que je passais à l'extérieur du lycée. J'avais encore moins de temps qu'à l'époque où je travaillais à mi-temps (20h) dans l'industrie, même compte tenu des 4h de transport par jour; et je n'avais plus la possibilité d'aller en faculté -tout cela évidemment pour 300 frs de plus. Mes études, il fallait donc les oublier. Impossible de trouver une chambre ailleurs qu'à l'hôtel, et sans chauffage ("c'est déjà difficile de se loger en début d'année alors juste pour le troisième trimestre, vous pensez!"). Quelle chance de pouvoir survivre dans le froid, de pouvoir y travailler sans tomber malade. Un maître auxiliaire n'a pas droit à plus d'un mois de congé de maladie; au-delà il n'est plus payé.

Le hasard a fait que j'ai inspiré confiance à l'une de mes collègues qui m'a proposé l'hospitalité chez elle, ce qui représentait une aide considérable. Quelle chance de trouver quelqu'un à qui votre mine plaît! Mais que doivent faire les auxiliaires qui n'ont pas le hasard de leur côté?

Pendant les vacances, j'ai dû travailler comme secrétaire intérimaire, car n'ayant pas

travaillé une année complète dans l'Education Nationale, je n'ai touché aucun centime pendant deux mois et demi. Quelle chance de pouvoir se faire embaucher à Paris comme intérimaire!

Pour être plus sûr d'avoir un poste à la rentrée, le maître auxiliaire doit s'adresser aux académies déficitaires. Sa nomination se terminant avec chaque année scolaire, il n'est jamais sûr d'obtenir son renouvellement dans le même établissement, jamais sûr de l'endroit où il sera envoyé, jamais sûr même d'obtenir un poste. A Paris, à Rennes, à Marseille, des centaines de M.A. sont au chômage. Tout se décide au moment de la rentrée: 3 ou 5 jours avant la rentrée, le jour même, ou un mois après ou à n'importe quelle époque de l'année.

Des maîtres auxiliaires n'ont pas de poste; pourtant dans certains lycées, les cours doivent être assurés par des élèves de terminale; pourtant d'autres maîtres auxiliaires reçoivent plusieurs avis de nomination pour des endroits différents ou sont contactés directement, en cours d'année, par des chefs d'établissement en détresse.

Le maître auxiliaire n'est même pas sûr d'enseigner dans sa discipline, par exemple:

- un spécialiste en philosophie, un spécialiste d'italien sont chargés d'enseigner le français

- tel germaniste enseignera l'anglais, tandis qu'un angliciste enseignera l'allemand, etc..

Sans compter que les emplois du temps de maître auxiliaire -rarement parmi les plus rationnels de l'établissement- peuvent être complétés par des heures de surveillance, des tâches administratives. Si le M.A. est novice, il n'est pas nécessairement au courant des circulaires, de ce qui est légal et de ce qui ne l'est pas, en en profite alors pour l'enjoindre d'accepter des heures supplémentaires, qui lui sont présentées comme une faveur. En effet, ne pas les accepter, c'est souvent se mettre le couteau sous la gorge, financièrement. Mais accepter c'est souvent aider à supprimer un poste qui aurait sans doute "nourri" un M.A. c'est en tout cas accepter de faire du mauvais enseignement, parce que l'emploi du temps dépassant 18h est bien trop lourd, trop nombreuses les classes, et qu'au bout d'une journée de 7 heures de cours, élèves et profs sont fatigués, énervés, peu réceptifs. Pour les enfants, c'est évidemment un excellent apprentissage de la vie d'adultes, de la vie de travailleurs qui les attend. Les élèves, en fin de journée, trouvent devant eux des profs peu disponibles d'esprit. Mais quand une heure de cours ne marche pas, pour un M.A. c'est plus grave que pour un certifié.

De toute manière le M.A. est acculé à ce choix:

- ou bien il se préoccupe sérieusement de ses examens, et il doit négliger la prépa-

ration des cours, s'arranger pour avoir le minimum de copies à corriger, en fait, se comporter en individualiste, car toute tentative de titularisation se fait de toute façon au détriment des élèves: cours stéréotypés recommandés par le conseiller pédagogique pour plaire à l'inspecteur, nombreuses heures de cours non assurées car le candidat doit s'exercer avec des classes qu'on ne lui a pas confiées et qui n'existent même pas dans l'établissement auquel il est affecté, c'est le cas notamment des C.E.S. (de la 6ème à la 3ème).

- ou bien il essaie de remplir consciencieusement sa "mission d'enseignement" en palliant du mieux qu'il peut le manque de formation pédagogique, et cela lui réclamera tant de temps qu'il sera obligé de se rendre totalement disponible, donc de désertier la faculté et de renoncer à la lutte pour la titularisation.

### Les avantages de la mobilité

Pratiquement aucun maître auxiliaire ne sait ce qui l'attend lorsqu'il commence à enseigner. Il aborde la profession avec la candeur du débutant. Tout ce qui ne marche pas il le ressent comme une carence, une maladresse de sa part, et il se sent coupable; s'il n'est pas apte à éprouver de la sorte, il est en dehors de la normalité. Car il est normal qu'un auxiliaire ne sache pas s'y prendre, normal mais surtout important pour le pouvoir que l'auxiliaire se sente coupable, coupable de ne s'être pas formé (gare à celui qui renverse l'ordre des choses et se met à penser que l'Etat peut être coupable de ne pas lui avoir donné de formation) coupable de n'avoir pas terminé ses études coupable de ne pas obtenir les U.V. assez vite car on va croire qu'il n'est pas doué et quoi de plus déshonorant de se retrouver sans dons!! Alors, qu'il ne vienne surtout pas se plaindre s'il a du mal à clore son budget, c'est lui le responsable, il n'avait qu'à décrocher ses diplômes, il n'a que le salaire qu'il mérite. Oui, il est important que ce soit l'auxiliaire qui endosse la responsabilité de ce qui ne va pas, car lorsqu'on se sent coupable, on a peur, on se tait, en encaisse.. n'importe quoi.

C'est important, n'est-ce pas, Monsieur le Ministre, pour votre Gouvernement, des gens qui ne se révoltent pas parce qu'ils ont peur, qui hésitent à faire grève parce que personne ne les soutiendrait s'il leur arrivait des histoires (n'est-il pas vrai, Messieurs les bureaucrates syndicaux?)

La réussite du système de l'auxiliarat, en dehors du gain appréciable que cela représente pour l'Etat, c'est que chaque année le M.A. déplacé se retrouve débutant; les conditions d'enseignement variant considérablement d'un établissement à l'autre surtout quand on passe d'un lycée à un C.E.S. Le M.A. nouvel arrivant tombe presque tou-

Jours dans l'illusion que cette fois-ci il va pouvoir faire du bon travail, tout va aller mieux, il pourra à la fois assurer ses cours et préparer ses examens; les belles résolutions de la rentrée...

Je suis tombée dans cette illusion en arrivant dans l'Aisne. Cela a duré jusqu'au jour où je me suis aperçue:

- qu'il m'était non seulement difficile de continuer mes études, mais encore qu'il m'était impossible de passer toutes les U.V. pour lesquelles je m'étais inscrite, car on ne voulait pas m'accorder un nombre suffisant de jours de congé (4 jours pour 8 examens écrits à des dates différentes, plus 8 oraux..)

- que l'administration devenant chaque année plus tatillonne, avait de plus en plus tendance à prendre les profs principaux pour ses chiens de garde pour veiller à l'application des circulaires, faire pression sur les élèves (à propos de la participation, de l'orientation notamment) et diviser les professeurs (modernisation du principe: diviser pour régner).

- que les conseils de classe tombaient inéluctablement le jour où je devais aller en faculté et que même en fournissant des observations écrites détaillées comme l'avait recommandé l'administration elle-même en début d'année, les indemnités sautaient pour cause d'absence.

- que le salaire brut, sans heures supplémentaires et sans indemnités (ou si faibles pour un M.A. (1)), ne permettait plus de supporter un loyer représentant le tiers du salaire (aucune indemnité de logement pour les enseignants du secondaire).

- que je ne pouvais plus prendre de vacances, me trouvant à chaque congé obligée de faire du "travail noir".

- que j'ai été obligée enfin de prendre un crédit d'équipement auprès d'une banque pour payer mes impôts (1)...

Qui, Monsieur le Ministre, est responsable de cet incroyable gâchis? Qui se moque de l'intérêt des élèves?

Un gouvernement qui entretient une telle misère dans l'enseignement,

Où celui qui la dénonce?

Un gouvernement qui démontre que les étudiants salariés sont indésirables dans les facultés, fait croire que tous les M.A. sont instables parce qu'ils sont jeunes, sans argent aussi

(1) les indemnités sont hiérarchisées, tout comme les salaires. Les indemnités de professeur adjoint ont été supprimées à la rentrée de 71-72. L'annonce en fut faite par télégramme..

parce qu'ils sont jeunes et que de toute façon, pour nourrir et loger les jeunes, même de 25 ans et au-delà, il y a les PARENTS.

Où bien ceux qui contestent la politique de votre gouvernement avec les moyens à leur disposition?

Les conditions que je viens d'énumérer suffisent amplement à justifier une démission, car elles mettent assez en évidence qu'il est impossible pour un travailleur-enseignant de s'identifier à la fonction que votre régime lui assigne. Nous serons de moins en moins nombreux à croire qu'on peut à la fois servir l'Etat et ceux qu'il suce et presse avec avidité, à grand renfort d'impôts, de compression de salaires, d'intoxications démagogiques, de sondages d'opinion et de référendums.

Je suis entrée en 69 dans l'enseignement, car je croyais qu'il était possible de réparer le navire démantelé en étant parmi l'équipage. Il m'a fallu moins de trois ans pour me rendre compte de mon erreur. Et d'ailleurs, pas même vous croyez, et vous ne souhaitez pas davantage colmater le bateau fissuré de l'enseignement public, vous qui subventionnez si bien l'enseignement privé- canot de sauvetage de la bourgeoisie- et préférez offrir de la lecture aux jeunes ménages que d'équiper les C.E.S. ou d'aider votre ami COMITTI.

Croyez bien que ce n'est pas un hasard si les arguments financiers constituent le deuxième motif principal de ma démission. Je sais que c'est une honte de prétendre ne pas s'en

sortir avec 1100 Frs par mois, puisque des travailleurs, beaucoup de travailleurs ne gagnent que 700 Frs.

Nous savons tous d'ailleurs que seuls ont droit de se plaindre ceux qui bénéficient de l'avoir fiscal, car ils ont des besoins supérieurs aux autres.

Nous savons tous que les enseignants n'ont pas de frs professionnels puisqu'ils n'ont pas de temps pour la formation professionnelle, encore moins pour la formation permanente.

Nous savons tous que ceux qui ne peuvent, avec 700 Frs par mois, ni même avec 1100 Frs d'ailleurs, s'offrir le luxe d'acheter régulièrement le journal, n'ont qu'à se marier: ils pourront lire gratuitement la Chartreuse de Parme et s'ils n'aiment pas, il y a la télé.. Très instructif, très formateur la Télé, n'est-ce pas Monsieur Guichard; et puis ça va décidément plus vite: les informations sont machées d'avance, pas besoin de se fatiguer, et c'est surtout plus avantageux pour les patrons que de rendre aux travailleurs le temps de vivre.

Je sais que tous ces chiffres sont indécents et gênants. Néanmoins, j'ai tenu à user de l'unique et luxueux privilège que n'ont ni les autres maîtres auxiliaires, ni beaucoup de travailleurs: protester et rendre publique cette protestation.

Dans l'espoir que vous continuerez technocratiquement à fourbir les armes qui massacreront infailliblement votre système, je vous prie d'agréer, Monsieur le Ministre, mes salutations.

## U.S.A l'évolution des Blacks Panthers

( d'un camarade des U.S.A. - 2/72 )

### DU FUSIL A LA CHARITE ORGANISEE

Les Black Panthers ont tourné une page de leur courte, mais tourmentée histoire. Dans une interview accordée au National Observer (12 février) Huey Newton, leader et fondateur du parti, a solennellement défini la nouvelle politique de son organisation: " Nous avons abandonné les discours sur le pouvoir du fusil; ils nous ont coûté environ 40 morts et ont envoyé des centaines des nôtres en prison.. Notre but est maintenant d'organiser les quartiers noirs politiquement. Cela demande de l'argent et nous avons eu à trouver la bonne tactique".

La bonne tactique consiste à boycotter les commerçants qui refusent de contribuer à la caisse du parti. Initié il y a six mois contre une chaîne noire de magasins de liqueurs d'Oakland, le boycottage vient d'aboutir à la conclusion

d'un accord négocié sous les bons auspices du député noir Roy Dellums, démocrate de gauche: les commerçants s'engagent à contribuer régulièrement à un fond contrôlé par les leaders de la communauté noire; et les Panthers, comme d'autres organisations, recevront leur part pour financer leurs œuvres sociales. Le compromis permet à chacun de sauver la face. De plus, il confère la respectabilité et assure des chances de succès à l'entreprise, baptisée United Black Fund en lui procurant le patronage des églises noires et en assurant la communauté que les Panthers ne seront pas les seuls bénéficiaires des contributions des commerçants. Tous les commerçants noirs, éventuellement les blancs, seront contactés et Newton envisage d'étendre le projet à toutes les villes où fonctionnent encore des groupes de Panthers.

L'idée d'une campagne de solidarité par et pour les noirs n'est en soi pas surprenante dans un

pays où régulièrement, dans chaque grande ville, des millions de dollars sont collectés pour subventionner des œuvres sociales. Le qui est original est la tactique employée pour convaincre les éventuels récalcitrants. Le Département de la Justice a exprimé son embarras devant l'astuce des Panthers qui se sont montrés d'une correction parfaite pendant le boycottage et ont respectueusement suivi les ordres d'un juge local qui a limité le nombre de leurs piquets. Mais cette décision a conféré néanmoins un caractère légal au boycottage. Les textes légaux sont ambigus et les juges auront certainement bientôt à trancher si la tactique des Panthers relève du droit constitutionnel d'établir une ligne de piquets aux fins d'information, ou s'il s'agit d'une nouvelle forme d'extorsion de fonds: le spectre de la faillite remplaçant le revolver des racketteurs de Chicago...

En attendant, Newton est optimiste et se défend d'être devenu un simple réformiste. Les œuvres sociales et l'organisation de la communauté sont selon lui, des armes nécessaires pour la révolution.

Pour retentissantes qu'elles soient, les déclarations de Newton ne constituent pas une surprise pour ceux qui ont suivi de près l'évolution des Panthers. Depuis plus de deux ans, le parti a en fait remis ses armes et s'est efforcé de changer son image en montant en épingle les petits déjeuners offerts aux enfants du ghetto. La rupture avec Eldridge Cleaver (l'auteur de Soul on Ice), toujours partisan de la guérilla urbaine, a été une autre étape de l'évolution des Panthers qui, à ce moment, ne pouvaient plus que penser leurs plaies et essayer de sauver leurs militants de la sauvage répression déclanchée contre eux. Cet objectif a été atteint partiellement. Entre autres, 21 Panthers de New-York ont été acquittés (après une longue incarcération) de l'accusation de complot pour dynamiter magasins et bâtiments publics. Newton, condamné et incarcéré pour le meurtre d'un policier d'Oakland, a vu son procès cassé et a été acquitté récemment. Mais le parti est au point le plus bas de son influence et prestige, et seuls quelques naffs journalistes européens, en visite hâtive aux U.S.A. peuvent être impressionnés par le jargon grandiloquent des Panthers, le culte bâti autour de Newton, et les titres ronflants dont s'affublent ses lieutenants.

Si la répression - et la rupture avec Cleaver ont décimé l'organisation, son image a été aussi ternie par ses méthodes. La polémique avec Cleaver ressemble le plus à une querelle de chefs de bande qu'à une confrontation politique, avec menaces de violence physique et accusations sensationnelles échangées par les deux camps. Entre autres péchés véniels, le clan Newton par exemple, accuse Cleaver de sequestrer sa femme et d'avoir exécuté un Panther qui était son amant. De mystérieuses exécutions de Panthers à New-York et autour de San Francisco témoignent de règlements de comptes entre cliques rivales ou de sordides affaires privées. En 1969, les Panthers engagèrent leur flirt avec

le Parti Communiste et avec lui appelèrent à la formation d'un "Front Uni contre le Fascisme". Dans le plus pur style stalinien, les Panthers expulsèrent physiquement les dissidents de la conférence constitutive et n'ont jamais varié dans leur refus d'une confrontation politique loyale, d'égal à égal, avec les autres groupes révolutionnaires. La révélation que Newton vivait dans un appartement à 650 dollars par mois quoique justifiée par les Panthers par les besoins de sa sécurité et son exceptionnelle position dans le parti, a provoqué aussi quelque étonnement. En dépit du complexe de culpabilité dont souffrent la majorité des libéraux et révolutionnaires blancs à l'égard des noirs - complexe qui provoque une totale absence de sens critique chez des individus qui proclament posséder une explication totale et scientifique des problèmes du monde - ces faits ont causé un certain malaise parmi les plus ardents sympathisants des Panthers.

La déroute politique des Panthers - et leurs méthodes - ont leur source dans les conditions et conceptions qui ont présidé à la formation du parti. Les Panthers sont nés à la fin des émeutes qui, de Harlem à Newark en passant par Watts, ensanglantèrent les villes américaines entre 1964 et 1967. Loin de représenter une radicalisation des masses noires, les émeutes furent plutôt une expression de désespoir. Si le mouvement des droits civils avait obtenu des résultats substantiels sur le plan de l'égalité légale, particulièrement dans le Sud, il n'aurait en rien modifié les conditions sordides de vie dans les ghettos. Au prix de dizaines de morts et de leurs quartiers brûlés, les noirs firent l'expérience de la inutilité de la lutte armée contre tout l'appareil répressif de la société américaine. C'est à ce moment que les Panthers, comme premier objectif décidèrent de riposter aux brutalités policières par leurs patrouilles armées. Après la surprise initiale, la répression s'abattit et la population noire, quelles qu'aient pu être ses sympathies assista passivement à leur écrasement (1). Les Panthers opérèrent un repli stratégique et essayèrent d'élargir leur influence au sein de la communauté par leur travail social, évidence majeure qu'ils n'étaient pas une véritable émanation des masses, mais une mince avant-garde.

Il est superficiel de considérer l'action des Panthers comme une simple erreur tactique, une appréciation erronée de la situation. L'attitude des Panthers dépend de leur analyse de la société américaine. Ils sont allés beaucoup plus loin que les autres groupes noirs en reconnaissant qu'une révolution sociale était nécessaire aux U.S.A. et qu'elle devait être accomplie par tous les opprimés, noirs et blancs, contre tous leurs oppresseurs, noirs et blancs. Les Panthers sont nés dans le ghetto, n'ont pas de véritables intellectuels dans leurs rangs, et ont vécu dans le feu de l'action et sous la répression. Il est ridicule de leur reprocher leurs déclarations

(1) un habitué des nombreuses manifestations en faveur de Newton et maintenant d'Angela Davis ne peut qu'être frappé par le petit nombre de noirs que ces manifestations attirent en général.

souvent contradictoires sur le problème du nationalisme noir qui demeure un éternel sujet de controverse chez les blancs et les noirs, marxistes ou libéraux. Le grand mérite des Panthers est d'avoir dépassé le problème racial et de s'être prononcé, peut être vaguement, en faveur d'une société socialiste. Mais leur analyse est restée très sommaire, et leur a fait entrevoir le problème comme une simple confrontation entre riches et pauvres, sans égard pour l'importance et le rôle des classes dans la société, sans reconnaissance du rôle essentiel de la classe ouvrière dans une future révolution sociale.

L'action des Panthers se concentra sur le quartier qu'il s'agissait de défendre contre les flics et de conquérir. Or, le ghetto n'est pas une communauté au vieux sens du terme. Son atmosphère n'unit pas, mais divise. Les sources du pouvoir réel les sources de richesse, sont ailleurs, à l'extérieur. A la rigueur le ghetto peut obtenir quelques menues satisfactions par le jeu subtil de la politique municipale. Le pouvoir blanc et ses alliés noirs se prêtent volontiers à ces manoeuvres décevantes et corruptives. Au mieux, il ne peut s'agir que de réformisme à la petite semaine. Les Panthers n'ont pu ni défendre le ghetto, ni le conquérir. Leur attitude envers les ouvriers, leur confinement territorial et leur appel à la défense armée contre la police amenèrent les Panthers à recruter essentiellement parmi la section la plus volatile, instable et indisciplinable de la population noire: les jeunes des rues, souvent sans emploi ou occupés à des travaux épisodiques. Le recrutement de nombreux lumpen entraîne une sérieuse contradiction pour les Panthers: d'un côté il provoqua une certaine idéalisation du style de vie de ces jeunes et éloigna d'autant plus les Panthers de la classe ouvrière traditionnelle; d'un autre côté il s'avéra nécessaire de corriger ce même style de vie pour pouvoir bâtir une organisation. La transformation de ces éléments instables, souvent aventuristes, en militants disciplinés, astreints à une endoctrination quotidienne, responsables de l'emploi de leurs armes et du port de leur uniforme, se révéla un travail de Sisyphe. La composition du parti entraîna une épuration permanente, l'instauration de méthodes autoritaires et le développement du culte des personnalités.

Le seul effort des Panthers pour briser le cycle infernal du ghetto fut la création d'un groupe d'usine à la General Motors de Fremont, près d'Oakland, et encore ce travail ne fut jamais conçu comme une tâche prioritaire. Pourtant, malgré leur haut taux de chômage, il existe des concentrations importantes de noirs dans certaines industries. De nombreux noirs, surtout des femmes, travaillent pour des entreprises où n'existent pas de syndicats et où la pression des Panthers aurait pu modifier radicalement l'attitude de certains employeurs. Sur le plan du travail existaient non seulement la possibilité d'apporter des améliorations immédiates à la condition des noirs, mais aussi, à plus long terme, la possibilité de forger une solide

alliance avec les travailleurs blancs les plus combattifs. C'est essentiellement la carence des Panthers à agir dans la classe ouvrière qui est à l'origine de leur faillite.

Le tournant des Panthers, leur chute de l'aventurisme au réformisme, signifie présentement l'absence de toute organisation noire révolutionnaire sur le plan national. Néanmoins, il est prématuré de rédiger l'épithète des Panthers et certainement la nouvelle orientation provoquera des résistances individuelles. La crise actuelle aura aussi une influence salutaire sur certains groupes blancs d'avant-garde (trotskystes, socialistes, maoïstes de toutes obédiences) en les obligeant à repenser toute leur stratégie en général et le problème noir en particulier(2) Certains groupes, découragés par ce qu'ils considèrent l'apathie de la classe ouvrière, ont considéré les noirs -traduisez les Panthers- comme le fer de lance de la révolution et admis leur soutien inconditionnel et sans critique comme un article de foi. La crise des Panthers, après le reflux étudiant, vient à point pour démontrer qu'il n'y a pas de substitut à l'action de la classe ouvrière dans son ensemble. Aucun groupe: noirs, étudiants, femmes, porto-ricains, homosexuels ou indiens, quelle que soit l'acuité de ses problèmes, ne possède un rôle privilégié dans le futur processus de transformation sociale. Chaque groupe opprimé a besoin de son organisation, ne serait-ce que pour mieux connaître et approfondir ses problèmes, mais sa lutte n'aura une issue que si elle s'insère dans le cadre de la lutte de tous les opprimés. Si la présente crise amène les radicaux blancs et noirs à un nouvel effort de réflexion, le sang des Panthers n'aura pas été versé en vain.

(2) Des camarades d'ICO, à la lecture de ce texte pensent que le camarade est bien optimiste sur les possibilités d'évolution des groupes d'obédience léniniste sous la pression des réalités sociales.

3) Aux dernières nouvelles, le groupe Newton préparerait l'ouverture d'une fabrique de sacs pour clubs de golf dont les profits alimenteraient leurs oeuvres sociales.

# Allemagne

## I. G. METALL s' en va-t-en guerre

L'I.G. Metall est le syndicat de la métallurgie allemande affilié à la puissante confédération D.G.B. qui regroupe 16 syndicats "ouvriers". (en dehors, reste le D.A.G. syndicat inter-professionnel des employés).

La D.G.B. de tendance social-démocrate est liée au non moins puissant parti socialiste allemand (S.P. D.) actuellement à la tête du gouvernement. Jusqu'en 1969, la D.G.B. jouait pleinement son rôle peu contesté d'intermédiaire pour fixer le prix de la force de travail en Allemagne de l'Ouest. Il y avait bien eu quelques accros notamment en 1956 dans le Schleswig-Holstein (voir Socialisme ou Barbarie N° 21) et en 1966 ( voir ICO N° 53). Mais cela n'avait aucune commune mesure avec la vague de grèves sauvages de l'automne 69 qui marque un virage dans le mouvement de lutte des travailleurs allemands. Cette mutation s'apparente au mal brutal français de 68, au mal rampant italien de 69, à la lente mais constante progression des grèves en Grande-Bretagne. Si elle n'en a pas le côté spectaculaire, elle marque une transformation de la volonté de la base à l'égard tant des dirigeants syndicaux que des employeurs (voir sur ces mouvements l'article paru dans ICO N° 87-novembre 1969- Les grèves sauvages en Allemagne de l'Ouest). Un journal patronal résumait ainsi la situation nouvelle qui était créée:

"... Ces derniers temps, les syndicats ne pouvaient plus escompter que les travailleurs accepteraient toujours les résultats atteints après des tractations avec les employeurs et les ratifieraient par leur vote. Parfois, la tactique de négociation a aussi subi l'influence d'actions plus ou moins spontanées qu'il a souvent été difficile d'empêcher.

"... Dans quelques branches d'activité, il existe maintenant un certain élément de pression plus ou moins prononcé, qui est dû au risque d'une grève sauvage du côté des travailleurs et d'une rupture des rangs de la part des employeurs..."

L'une des réponses de la part du patronat et des syndicats a été l'élargissement de la "co-gestion" (mouture allemande de l'auto-gestion) déjà prospère dans ce capitalisme très "moderne" (voir description de ces institutions dans la brochure d'ICO- Aujourd'hui les Comités d'Entreprises- supplément au N°51 Juillet 1966). Voici ce que ça donnait dans un des plus grands complexes chimiques allemands Hoechst (70.000 salariés dont 30.000 à Francfort)- extrait du Monde 16/6/71 :

### La cogestion en Allemagne

## HOECHST A COMPLÉTÉ LES INSTITUTIONS DE PARTICIPATION PRÉVUES PAR LA LOI

Les expériences de cogestion se poursuivent en Allemagne fédérale, bien que le patronat redoute l'influence grandissante des syndicats ouvriers dans certains conseils d'entreprises. L'accroissement des compétences de ces conseils en matière de conditions de travail et de salaires paraît aux chefs d'entreprises « grave pour une économie libérale ».

Ces critiques n'empêchent pas des expériences comme celle de Hoechst de se développer : avec ses soixante-dix mille salariés — dont trente mille dans le seul complexe chimique de la banlieue de Francfort — cette firme est sans doute l'une des plus grandes entreprises cogestées d'Europe.

Son expérience a été longuement développée au cours de la Journée d'étude que l'association « Europe-Université-Industrie » a organisée le 11 juin sur le thème « Les expériences de cogestion en Allemagne fédérale et aux Pays-Bas ».

Les structures de cogestion sont chez Hoechst plus nombreuses et complètes que dans la plupart des autres entreprises allemandes (le Monde du 3 juillet 1971). Elles comprennent :

● Au niveau de l'entreprise, comme le prévoit la loi : un conseil de surveillance, composé de deux tiers de représentants des actionnaires et d'un tiers de représentants du personnel, un comité d'entreprise paritaire et une commission économique. En outre, une délégation générale des cadres supérieurs et une délégation des jeunes travailleurs complètent chez Hoechst le panoplie des institutions de participation.

● Au niveau de l'usine, on retrouve les mêmes organismes représentant les trois grandes catégories de personnel : cadres supérieurs, cadres inférieurs (dans le comité d'établissement) et jeunes.

### Quatre cents « hommes de confiance »

Pour les départements de la station, chez Hoechst a imaginé un système original : l'élection par le personnel de quatre cents « hommes de confiance ». On élisait le plus vite possible, par entre le comité d'établissement et le personnel d'autre part entre le personnel et la direction des services d'exploitation. Les chefs des services d'exploitation et les « hommes de confiance » sont tenus de se réunir périodiquement.

Parmi les autres instances participatives à Hoechst figurent l' « As-

semblée de la jeunesse », qui regroupe, tous les mois, les jeunes salariés, et la réunion, tous les trois mois, de cinq délégués de « personnel de formation universitaire ».

Le comité d'établissement a compétence pour les affaires sociales (horaires, pauses, congés, formations professionnelles, œuvres sociales) et les questions de personnel (embauche, mutations, licenciements). Statutairement l'employeur n'est toutefois pas obligé de tenir compte de l'avis du comité.

Le comité d'établissement et la direction discutant au sein de la « conférence sociale » qui se réunit chaque semaine sous la présidence du directeur de l'usine. Les problèmes les plus importants sont traités lors des réunions entre la commission sociale, le comité de direction et la commission restreinte du comité d'entreprise, dite « commission des six ».

Les discussions relatives aux questions techniques de l'entreprise sont données dans les réunions de la commission économique constituée par des délégués du comité d'entreprise et du comité de direction.

Actuellement, il s'agit du représentant de la firme lors de la journée d'étude, la moitié des membres du comité d'établissement et une partie importante des « hommes de confiance » sont des syndicalistes, mais pas le président du comité.

Quelle est l'efficacité de ce système de cogestion améliorée a pu être évalué en ce qui concerne la paix sociale dans l'entreprise. On ne semble pas qu'elle ait été élevée. Les membres de la firme ont simplement souligné que ce système paraissait jouer un rôle non négligeable dans le règlement des conflits de personnes. Mais les discussions deviennent apparemment plus rares avec les jeunes, qui comptent dans leur rang un pourcentage assez important de communistes et de « gauchistes ».

Il est bien évident que les difficultés du capitalisme mondial se répercutent en Allemagne entraînant une hausse des prix, freinant les augmentations de salaires, aggravant les conditions de travail, levant le spectre du chômage et de la crise. L'expiration des contrats collectifs dans l'industrie chimique

au printemps 1971 déclencha une série de luttes confuses, à la fois pression de la base et contre feu des syndicats. Un autre article du Monde, 27/6/71, le relatait comme suit:

Bonn. — La politique de stabilité de M. Karl Schiller, ministre de l'économie et des finances, est mise en question quelques semaines à peine après son lancement. Une grande bataille sociale vient en effet de s'ouvrir dans l'industrie chimique, où l'agitation et les grèves s'étendent de jour en jour depuis le début de la semaine.

Depuis l'expiration des contrats collectifs dans cette branche, à la fin du mois de mars, tous les efforts de conciliation ont échoué et les pourparlers ont fait place à un conflit ouvert, qui a pris parfois une tournure violente. A Wiesbaden notamment, la police se voit accusée d'avoir « passé à tabac » des membres de piquets de grève. Dans ce pays ce genre d'incident n'est pas considéré comme normal.

### La tactique de la « guérilla »

Certes, la bataille est encore limitée. En Rhénanie-Palatinat un nouvel accord a même été conclu entre employeurs et syndicats. Dans les autres Länder en cause — Hesse, Rhénanie du Nord-Westphalie et, depuis mercredi, Hambourg — le total des travailleurs de l'industrie chimique dépasse trois cent soixante-dix mille. Or, le nombre de grévistes réels, au dire même des syndicats, ne dépasse pas une trentaine de milliers, chiffre qui selon les organisations patronales devrait être réduit de moitié au moins.

Les dirigeants syndicaux ont préféré jusqu'ici ne pas inviter leurs adhérents à un arrêt général du travail. Ils ont adopté la tactique de la « guérilla ». Le champ de bataille est transféré chaque jour dans une entreprise différente, afin de harceler les employeurs par des grèves « ponctuelles » qui gênent la production sans la paralyser véritablement.

Le choix des méthodes adoptées par les chefs syndicaux s'explique sans trop de peine. Un arrêt généralisé du travail exigerait une consultation préalable des ouvriers, dont il n'est pas du tout certain qu'elle aboutisse à une décision de grève. Cela d'autant moins que les plus puissantes entreprises accordent déjà à leurs ouvriers des avantages très proches des revendications pour lesquelles se battent les travailleurs moins favorisés.

En dépit de ces faiblesses évidentes, l'agitation s'amplifie. Les employeurs, invoquant les directives gouvernementales, ont, certes, fait quelques concessions. Après avoir proposé une augmentation de 5 %, ils sont allés jusqu'à accepter 6,5 %. De leur côté les syndicats, qui avaient commencé le marchandage en réclamant une amélioration des salaires de 12 %, ont battu en retraite pour leur revendication minimale à 8 %. Toutefois, aucun rapprochement n'est intervenu pour combler l'écart et, de part et d'autre, on s'affirme résolu à conduire jusqu'au bout une épreuve de force décisive.

Sans être complètement exclues, les chances d'un compromis paraissent actuellement assez faibles. L'industrie chimique, qui passait pour un « modèle », connaît en effet d'indéniables difficultés. Déjà l'année dernière les salaires bruts avaient augmenté de plus de 16 %, alors que le chiffre d'affaires par employé ne s'était accru que de 1,8 %. Aussi n'est-il pas surprenant que les bénéfices des trois plus grandes entreprises — Hoechst, Bayer et B.A.S.F. — aient été en recul de près de 10 % sur l'année précédente et qu'ils aient retombré en 1970 au niveau de 1964. Depuis lors, la politique du mark flottant a touché de façon très dure une industrie dont les revenus dépendent pour plus d'un tiers de ses ventes à l'étranger.

avaient installé temporairement leur quartier général, et pas au siège central du syndicat à Frankfurt est symptomatique. Il n'était pas question que les patrons vaincus se rendent la tête basse au bureau de leurs interlocuteurs. Cependant, il est vrai que les revendications syndicales ne correspondaient à aucun moment aux revendications de la base et que cette base était prête à poursuivre la grève au moment même où elle fut terminée par la bureaucratie.



Du 27 septembre, jusqu'au 2 octobre 1971, le syndicat "I.G. METALL" tenait son congrès annuel dans la ville de Wiesbaden. Là, pratiquement, tous les délégués qui prirent la parole critiquèrent sévèrement la direction syndicale. Les responsables du "I.G. METALL" — comme c'était signalé dans une missive secrète qui circulait parmi les fonctionnaires de rang le plus élevé (1) — se voyaient déjà, depuis plus d'un an contrés par leurs membres et hués dans les réunions; ils furent, dans toutes les sessions accablés de reproches à cause de la collaboration amicale entre le mouvement syndical, le patronat et le gouvernement de Bonn.

Un des présents disait (six semaines avant la grève et à un moment où les pourparlers sur les salaires et les conditions de travail avaient déjà commencé) : " la proposition d'une amélioration de 4,1/2% est purement ridicule. Déjà les prix des denrées alimentaires ont augmenté de plus de 7%. Accepter ce que les patrons veulent, signifie une baisse des

Le même type de lutte rebondit à l'automne 1971, lors du renouvellement des conventions de la métallurgie. Un camarade hollandais essaie d'en montrer les tendances (5/72).

C'est une mystification de dire, comme l'ont fait pratiquement tous les quotidiens, soit en Allemagne, soit hors de ce pays, que la grève qui fut proclamée l'automne passé dans l'industrie métallurgique en Bade-Württemberg, partie de la République fédérale allemande, se serait terminée par une grande victoire du syndicat "I.G. METALL". Il est encore plus trompeur de dire que ce furent les ouvriers qui auraient obtenu un succès.

Il est vrai sans doute qu'après une lutte de 10 jours le syndicat "I.G. METALL" "obtenait" un accord qui garantissait aux métallistes une augmentation de salaire de 7%, ça veut dire beaucoup plus que les 4 1/2% offerts au début par les patrons. Il n'est pas moins vrai — comme l'écrivait l'hebdomadaire allemand "Der Spiegel" dans son Numéro du 13 décembre 1971 que cet accord est plus avantageux pour les patrons que pour les travailleurs. Le fait même qu'il fut signé dans un des salons de l'hôtel Zeppelin à Stuttgart où les patrons

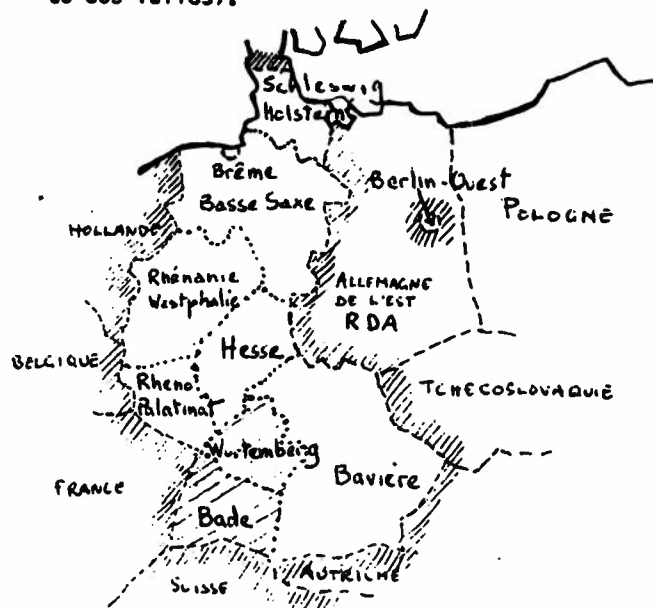
(1) en réalité il y eut deux missives secrètes: une qui circulait à Wiesbaden, une autre qui fut distribuée plus tôt. Leur contenu est publié respectivement par la revue "Links" ("Gauche") et par Eberhard Schmidt, ancien fonctionnaire de "I.G. METALL" dans un livre sur la politique syndicale.

salaires. Afin d'obtenir pour les métallos une position plus ou moins acceptable dans l'économie d'aujourd'hui, il nous faut une augmentation de 11% au minimum".

En apparence, le syndicat "I.G.METALL" posait la même revendication (11%) au début de la grève qui fut proclamée le 10 novembre. Mais presque tout de suite le syndicat laissait savoir qu'il ne voulait pas descendre au-dessous de 7,1/2%, information qui ne manquait pas de souligner deux choses:

- la revendication de 11% n'avait été posée que pour répondre au besoin de la base.
- le syndicat s'efforçait de précipiter un compromis avec les patrons, et ne s'occupait pas du tout ni de l'augmentation des prix, ni des arguments des ouvriers développés à Wiesbaden.

Mais pourquoi donc, se demandera-t-on, cette grève qui paralysait presque toute l'industrie automobile de l'Allemagne de l'Ouest? (voir fin de l'article une brève chronologie de ces luttes).



La réponse est simple si l'on se rend compte des faits:

La grève du 10 novembre 1971, qui suivait plus ou moins des petites grèves d'avertissement, fut commencée par les ouvriers eux-mêmes. 100.000 travailleurs débrayèrent spontanément. La bureaucratie syndicale fut saisie de frayeur et non sans raison. En Bade-Württemberg les accords sur les salaires expiraient plus tôt que dans le reste de la République fédérale. Ce que serait le contenu d'un nouvel accord s'imposerait à tous les accords dans les autres parties du pays. Pour Otto Brenner, président du "I.G.METALL" et ses collègues, le danger était énorme. Si là les travailleurs prenaient vraiment les affaires dans leurs propres mains, les ouvriers de la Ruhr et des chantiers navals de Brême ne tarderaient pas à réagir. Le spectre d'une reprise des grèves de septembre 69

se dressait de toute sa grandeur. Face à une telle possibilité, les Brenner et Compagnie préféraient une grève officielle, strictement limitée au Bade-Württemberg, qui leur permettrait de sauver la face et qui préviendrait un mouvement général pouvant échapper à leur contrôle.

La preuve en est dans une déclaration de Franz Steinkühler, vice-président du "I.G.METALL", à un rédacteur de l'hebdomadaire "Der Spiegel" N° du 29 novembre 1971: "La morale, disait-il, est digne d'éloge. Pendant la grève de 1963(1) il nous fallait pousser la base, aujourd'hui il faut la freiner".

Bien sûr pendant la grève de 1963 le syndicat ne poussait personne. Ce qu'en racontait Steinkühler était un mensonge. Mais il disait en même temps aussi une part de vérité: cet automne là, en 1971, le syndicat freinait de toute sa force. Sous aucun prétexte la grève ne devait se communiquer aux autres états de la République Fédérale. Voilà aussi pourquoi le syndicat se cramponnait à une grève en Bade-Württemberg, et pourquoi il renonçait à toute action hors de ce territoire, alors que partout dans la République Fédérale le patronat avait recours au lock-out.

Par exemple à Berlin, les ouvriers de l'usine automobile Daimler/Benz furent lock-outés. Le syndicat restait immobile. "Pourquoi", demandait un ouvrier berlinois à son délégué, "le syndicat ne proclame-t-il pas la grève?" "C'est une chose", lui répondit-il, "qu'on ne peut pas décider ici; c'est le siège général à Frankfurt qui décide".

Au moment même où cette réponse était donnée, le siège central du "I.G.METALL" à Frankfurt décidait de ne prendre aucune décision. Il déclarait que toute décision serait ajournée pour une semaine.

Le lock-out du personnel de chez Daimler/Benz à Berlin-Ouest, fut un chapitre à part, très instructif pour celui qui veut mieux connaître le vrai caractère de la grève dans la métallurgie allemande. Il s'est passé ce qui suit:

Lorsqu'en Bade-Württemberg le syndicat proposait un compromis (l'augmentation des salaires avec 7,1/2%), les patrons cherchaient un chemin pour y échapper. Ils croyaient l'avoir trouvé en offrant à Berlin-Ouest une sorte d'intermède. Tandis qu'en Bade-Württemberg ils s'en tenaient avec acharnement aux 4,1/2%, ils offraient à Berlin, et là seulement, une augmentation de 6%. Dans cette ville isolée, disaient-ils, la position du mouvement syndical est plus faible que dans la République Fédérale. Alors là le mouvement syndical acceptera plus vite une telle proposition. Les 6% une fois acceptés, on aura créé un précédent à l'aide duquel on pourra aussi forcer les choses dans la République Fédérale.

Le syndicat "I.G.METALL" à Berlin cependant

(1) grève de métallurgistes le 27/4/1963.



tenait aux 7,1/2%. Il se trouvait coincé entre deux maux: d'un côté les dirigeants d'entreprise, de l'autre les ouvriers devant lesquels il fallait maintenir le mythe syndical. Sinon, ils perdraient certainement tout contrôle du mouvement.

A Berlin, on soumettait la proposition des 6% à une commission d'arbitrage. Avant que sa décision fut prise, les ouvriers de chez Daimler/Benz furent lock-outés. La mesure n'était pas la réponse à une grève, mais une dernière méthode de pression. Le patronat s'attendait à ce que le syndicat préfère une capitulation subite à la possibilité d'être confronté avec des grèves spontanées, causées par la solidarité avec les lock-outés. Mais le syndicat "I.G.METALL" ne tomba pas de Charybde en Scylla. Il sut éviter aussi bien la grève qu'il ne voulait pas de la proposition des 6% qu'il ne pouvait pas accepter par peur d'une perte de prestige.

A cette heure cruciale, la commission d'arbitrage venait au secours des patrons. Elle déclarait qu'elle se trouvait incapable de prendre une décision. Par conséquence, la position du "I.G.METALL" devint immédiatement, de ce fait, plus difficile. Tant que la commission délibérait, la loi lui défendait de prendre n'importe quelle mesure. Dès que la délibération était arrêtée formellement, il avait toute liberté de proclamer la grève. Les patrons croyaient que le syndicat était plus acculé qu'avant et pensaient de nouveau qu'il accepterait, de deux maux, plutôt les 6%. Le syndicat ne fit ni l'un ni l'autre. Il se laissa guider purement par son propre intérêt comme organisation bureaucratique. Accepter? Ça voulait dire qu'il perdrait la face. Grève à Berlin? Impossible! Ça provoquerait inévitablement des grèves partout dans la République Fédérale! Le "I.G.METALL" voulait à tout prix que l'affaire soit vidée en Bade-Württemberg. Inutile de dire que parmi ces considérations l'intérêt des métallos ne comptait pas. Derrière leur dos et par-dessus leurs têtes, les choses se déroulaient d'une façon bureaucratique.

Comme on le sait par le début de cet article, le Bade-Württemberg fut en effet le champ de bataille. Mais ce furent les patrons qui gagnèrent le combat. Pas seulement parce que le syndicat finalement se mit d'accord sur une augmentation des salaires de 7,1/2% (auxquels les deux adversaires tendaient d'avance!) mais aussi parce qu'on s'accordait sur un accord d'une durée de 15 mois.

"Jamais, disait Otto Brenner, lorsque la grève éclata, on n'acceptera une validité de plus de 7 mois!" Après 19 jours de grève, la bureaucratie syndicale faisait comme si ces fières paroles n'avaient jamais été prononcées.

A ce moment, rien de plus ne fut obtenu qu'une neutralisation des augmentations des prix. Dans le futur très proche, les prix monteront et

ils peuvent monter pendant 15 mois sans que le "I.G.METALL" puisse faire opposition. Voilà comment l'"I.G.METALL" s'en fut en guerre pour éviter une vraie lutte de classe!

#### Petite chronologie du mouvement et d'autres faits politiques:

- 18/11/71: congrès du S.P.D. (parti social démocrate) à Bonn; le chancelier Brandt leader du S.P.D. garde son pouvoir dans l'appareil malgré les réactions de la base.
- 22/11/71: l'"I.G.METALL" lance un mot d'ordre de grève pour toutes les entreprises métallurgiques du Bade-Württemberg employant plus de 100 personnes. Il est suivi massivement.
- 23/11/71: le patronat prend la décision de lock-out pour le vendredi 26/11/71 si l'I.G.METALL ne reprend pas les négociations le mercredi 24 ou jeudi 25.
- 26/11/71: 360.000 métallos du Bade-Württemberg sont lock-outés.  
troisième semaine de grève-lock-out.
- 8/12/71: Volkswagen (usine de Wolfsburg) doit mettre au chômage 100.000 ouvriers des 6 chaînes de montage par rupture des approvisionnements; de même B.M.W. en Bavière commence à stopper ses chaînes.
- 11/12/71: les représentants du patronat de la métallurgie et ceux de l'I.G.METALL se rencontrent dans la nuit du 11 au 12 décembre et concluent l'accord le 12/12/71.
- 20/1/71: accord salarial entre les dirigeants de l'usine métallurgique Kloeckner de Brême, entre le comité directeur de l'I.G.METALL sur des bases identiques à celles de l'accord conclu pour le Bade-Württemberg.

Il serait nécessaire à propos de l'Allemagne de l'Ouest de parler de deux faits politiques marquants et qui doivent être reliés à la situation du capital et des luttes:

- l'existence de ce que la grande presse appelle la "Bande à Baader" et qui n'est que la forme la plus radicale de nombreux groupes politiques aux activités diverses.

- la réapparition des manifestations de masse et de la grève politique - pour la première fois depuis le nazisme et la fin de la guerre à l'appel du S.P.D. et du D.G.B. pour soutenir le chancelier Brandt "menacé" par la C.D.U. (démocrates chrétiens) lors du vote des accords avec la Russie, en avril 1972.

Qui fait ces analyses?

# canada

sur la grève du siècle au QUEBEC (1), la triste fin qu'elle connaît et les conséquences qu'on peut en tirer quant aux rapports de forces en AMERIQUE DU NORD.

## PERSONNAGES:

le gouvernement: libéral, très lié aux milieux d'affaires, avec une aile réactionnaire bornée une aile bureaucratique vaguement socialisante et un noyau affairiste et technocratique.

Le front commun: formé pour les services publics (ailleurs ils se combattent parfois jusqu'au sang) par la C.S.N. (ex-catholique, gauchisante, proche du Parti Québécois nationaliste), le F.T.Q. (rattaché en partie aux unions américaines quant à ses unions industrielles) et la C.F.Q. (enseignants).

Les "210.000" les 210.000 salariés, non cadres, payés directement ou indirectement par le gouvernement du QUEBEC et syndiqués dans une écrasante majorité : enseignants, fonctionnaires des ministères, employés non professionnels des hôpitaux, employés de la Régie des Alcools. Ils ont le droit de grève depuis 1964.

## LE PROLOGUE:

Renouvellement de la convention collective pour 3 ans.

En dehors des augmentations de salaires plus élevées que celles proposées par le gouvernement le front commun réclame surtout:

- 100 dollars (2) par semaine minimum pour tout travailleur (N.B. le seuil officiel de pauvreté pour une famille de 4 personnes est 4.000 dollars par an, c'est-à-dire environ 20.000 frs. Et il y a les impôts).

- des garanties pour l'emploi. C'est l'essentiel pour les enseignants, menacés par des normes arbitraires, la diminution de la natalité et un enseignement où on privilégie le matériel plutôt que le personnel. C'est important pour tous, dans un pays où le taux de chômage moyen est de 8%.

Ces deux demandes sont inacceptables. La première surtout parce qu'elle mettrait en cause les salaires payés dans les nombreux secteurs rétrogrades du QUEBEC (textiles, chaussures...), employant surtout de la main d'oeuvre féminine. Le Conseil du Patronat ne se prive pas ouvertement d'inciter le gouvernement à la résistance (certains conseils sont des ordres) et déclare que le droit de grève dans le secteur public est une erreur dont il faut limiter les conséquences (cela aussi sous entendu).

Le 9 mars, le front commun organise un référen-

(1) le QUEBEC n'est pas tout le CANADA-Ce n'est que la province la plus importante du CANADA francophone -4500.000 h. sur les 15 millions du CANADA

(2) 1 dollar canadien vaut 5,12 frs.

dum: le choix est entre l'acceptation des propositions initiales du gouvernement et un mandat en blanc pour le front commun.

C'est un peu gros, mais ça marche. Les gars en veulent. Une large majorité approuve le front commun, sauf parmi les enseignants de Montréal.

Coup de semonce le 21 mars, grève de 24 heures La base suit, non sans se gêner pour dire à qui de droit ce qu'elle pense de l'efficacité d'une telle action.

De lui-même le front commun diminue ses exigences de 1%. La base grogne.

Le grand départ est le 11 avril. Ce sera la grève la plus importante de l'histoire du Canada par le nombre de participants.

## Le climat

Mauvais dès le début.

Les mois précédents ont été marqués par diverses grèves assez impopulaires et peu fructueuses. Grève très longue de la presse, grève de la voirie à Montréal, au moment d'une tempête de neige, brisée par une décision judiciaire, grève fin mars des techniciens de la radio-télévision qui a privé les Québécois de plusieurs retransmissions des plus importants matches de l'année de hockey (et ça c'est grave, sans plaisanter, le hockey ici, c'est sacré).

Afflux de lettres aux journaux condamnant le droit de grève, déclarations dans le même sens de toute une série de gens, même une motion farfelue d'un conseil municipal.

La "proposition" : l'arbitrage obligatoire et exécutoire.

Pronostics alarmants quant à la grève elle-même et ses conséquences, dénonciation des chefs syndicaux comme communistes ou gauchistes, etc.. (voir à ce sujet le tract ci-joint, le plus farfelu du genre, mais non le plus cingeraux).

Le gouvernement a beau jeu de traduire les demandes du front commun en termes de millions de dollars, à payer par le contribuable, et cela effraie la classe moyenne. (c'est l'inconvénient d'une négociation aussi globale).

Le gouvernement présentait aussi, à grands renforts de pages publicitaires dans les journaux,

les futurs grévistes comme des privilégiés par leurs salaires (ce qui est relativement vrai pour les enseignants, 8,000 dollars par an en moyenne, et les fonctionnaires, mais pas pour les autres), et la permanence d'emploi, ce qui est faux, ou en passe de le devenir.

(A ce propos, la "défense" des conducteurs du métro de Paris, dans un numéro précédent d'ICM est peut être insuffisante. C'est bien de dire ce que ces privilégiés ont de relatif, ce serait mieux de proclamer, dans la situation actuelle le droit des travailleurs à être des privilégiés, c'est-à-dire moins exploités que d'autres).

Tout cela a porté, joint sans doute à la traditionnelle hostilité du public envers les fonctionnaires et à la rancœur des parents traditionalistes envers un corps enseignant un peu plus progressiste.

La grève fut impopulaire, semble-t-il (un sondage l'a "prouvé" -un sondage gouvernemental, bien sûr). L'hostilité du public ne fit que croître et embellir avec les nerfs à vif des parents (j'en sais quelque chose), et les réserves de gin qui baissaient (l'alcool est un monopole d'Etat), sans compter les nouvelles les plus alarmantes répandues sur les hôpitaux.

#### Acte I

La grève fut donc déclenchée le 11 avril. Elle fut totale, bien organisée et disciplinée (avec des horaires de piquetage obligatoire, allocation de grève réservée aux piqueteurs).

Aucun incident grave ne la marqua. A noter pour la petite histoire et à l'attention des admirateurs inconditionnels des jeunes générations, l'assaut donné aux lignes de piquetage du CEGEP (collège, 17 à 19 ans) de HULL, par les étudiants qui furent d'ailleurs peu-pédagogiquement rossés. Les braves petits voulaient reprendre leurs cours et passer leurs examens.

Les professeurs de Montréal tentèrent de faire cours, puisqu'ils avaient voté contre la grève et même à une faible majorité, décidé de franchir les piquets de grève (leur assemblée, de l'aveu du journal de droite "La Presse" avait été noyauté, par qui, je ne sais, pas par leurs dirigeants syndicaux actuels, semble-t-il). La pression des piquets de grève (ouvriers d'entretien) et la crasse de leurs classes (motif officiel) les découragèrent. Les écoles fermèrent la deuxième semaine.

Le Gouvernement montra tout de suite qu'il était disposé à la répression. Alors que les syndicats négociaient le maintien des services essentiels le Gouvernement obtint d'un juge des injonctions ordonnant la reprise du travail : l'Hydro Québec (équivalent de l'EDF) et dans certains hôpitaux : une injonction est une décision judiciaire, prise à la demande d'un pouvoir public, d'une

société ou d'un simple particulier. Dans les conflits sociaux, le patron obtient souvent une injonction interdisant le piquetage ou limitant les piquets de grève à un nombre symbolique et inefficace de grévistes. In cas de désobéissance, les contrevenants sont condamnés lourdement pour outrage au Tribunal).

Les syndicats de l'Hydro qui avaient reçu des propositions séparées et avantageuses (diviser pour régner) obéirent à l'injonction et se retirèrent du Front commun. (cela privait le front commun d'un moyen de pression essentiel et de ses effectifs les plus ouvriers).

Dans les hôpitaux, ce fut la résistance. Conseillée par les syndicats, mais manifestement acceptée avec enthousiasme par les grévistes.

#### 2ème acte: la répression s'accroît

La négociation reprit le lundi 17 avril et le gouvernement fit des concessions financières mineures sans rencontrer les principales demandes du front commun. Celui-ci rompit les pourparlers le mercredi (ou plutôt le jeudi matin).

Mais le 18 avril, les grévistes accusés d'outrage au tribunal passèrent en jugement devant le même juge qui avait accordé les injonctions. Il paraît que c'est la loi.

Les condamnations furent très lourdes, souvent le maximum: 50.000 dollars d'amende pour des unités syndicales de quelques centaines de membres, 6 mois de prison, et 5.000 dollars d'amende pour les officiers (l'équivalent de délégués syndicaux). Souvent l'équivalent d'un an de salaire ou plus.

Et même comme pour montrer que ce qu'on voulait c'était l'écrasement de tout le mouvement et non une stratégie d'intimidation, on annonça des poursuites contre les chefs syndicaux qui avaient ordonné la résistance. Imagine t-on Pompidou traînant Ségué devant les tribunaux?

#### 3ème acte: l'assommoir

Dès que les négociations furent rompues, le Gouvernement déposa un projet de loi qui ordonnait la reprise du travail sous peine d'énormes amendes (10 millions de dollars par jour paraît-il, au total), donnant au gouvernement le droit de décréter une nouvelle convention collective à son gré - supprimant même éventuellement certains avantages de la convention précédente- et interdisant toute grève pour deux ans.

Poussé en avant par sa majorité déchainée, le gouvernement refuse une dernière offre de rencontrer les dirigeants syndicaux et les tentatives du P.Q. de sauver la face des dirigeants syndicaux.

La loi fut votée vendredi, le P.Q. et les créditistes (extrême droite populiste) votant contre. Elle prenait effet samedi à 0h; mettant en première ligne, une nouvelle fois, les travailleurs des hôpitaux, seuls à travailler de nuit. Les plus combattifs donc.

#### 4ème acte

Après de longs palabres, le Front commun fait une longue déclaration où il finit par annoncer qu'il ne peut ordonner la résistance, mais qu'il la recommande. Dans la soirée, des assemblées se tiennent partout. 60% pour la résistance, 40% contre. Je n'ai pas le détail, mais il semble que les employés d'hôpitaux étaient pour la résistance en grande majorité, les enseignants à peu près partagés (combativité inversement proportionnelle au portefeuille?)

#### 5ème acte:

A 11h30, malgré l'appui qu'ils viennent de recevoir, les chefs syndicaux donnent l'ordre de reprendre le travail. Cela ne valait pas la peine "de s'engager sur un terrain aussi malpropre"... Ce terrain malpropre, apparemment, c'est la lutte elle-même.

Les travailleurs reprennent le travail dans la rage et le désarroi.

Le calme revenant, voilà qu'un tribunal condamne les trois chefs à un an de prison ferme pour avoir incité les syndiqués à résister aux injonctions.

Au lieu d'aller en appel, les trois chefs décident de purger leur peine. C'est là une manœuvre trouble: ils mettent les travailleurs en face de la répression mais d'une façon artificielle. Les mouvements de protestation se déclenchent spontanément en partant de Sept Îles (ville minière à près de 1000 km de Montréal) et d'autres villes périphériques. En général des villes où les syndicats sont doublés d'une structure locale plus autonome, fortement enracinée, et avec un taux de syndicalisation très élevé.

Manifestations, occupation des postes de radio, circulation bloquée dans les rues, aéroports paralysés, universités interdites, etc...

La radio joue un rôle important dans la périphérie du Québec, face à la T.V. trop centralisée et à la presse inexistante. Les occupants diffusaient les communiqués syndicaux, des informations sur les luttes, des chansons "contestataires", sans oublier parfois, comme à Rimouski, les messages publicitaires, ce qui montre bien les limites de ces actions. Les grands centres ne répondirent guère, notamment Montréal (dont la région contient 60% de la population du Québec) sauf dans la construction. Enseignants et travailleurs des hôpitaux entreprirent illégalement la grève, mais sans coordination semble-t-il et pour peu de temps.

Quelques syndicats en profitèrent pour régler de vieux comptes, comme les débardeurs qui sont encore en grève, et les ouvriers de la ville de Montréal qui reprisent la lutte brisée en mars par ordre judiciaire (ils viennent de reprendre le travail avec des améliorations substantielles).

Pendant quelques jours on put croire que le Québec allait glisser dans la grève générale mais le mouvement s'essouffia vite. Le Front Commun réclamait la suppression de la loi 19 ----- (reprise du travail) et l'amnistie pour les syndiqués condamnés. Bourassa, jouant son petit De Gaulle refusa. En même temps la répression s'organisait: 187 arrestations en quelques jours. Choquette, Ministre de la Justice parle de constituer une force de police de réserve avec les innombrables flics privés. Le parti libéral constitue des listes d'hommes sûrs et encourage les municipalités à les engager comme policiers temporaires. Des comités anti-syndicaux se forment partout, etc... (plus tard une enquête sera instituée sur les "pratiques d'intimidation des syndicats"). A Ste Foy, des enseignants, surtout des femmes mariées, des éléments faciles à intimider, sont nommés au poste de police. On les presse de fournir des renseignements dangereux sur leurs collègues plus militants.

Finalement, c'est la capitulation. Reprise du travail. Les chefs syndicaux finissent par aller en appel et reprennent la négociation. Après quelques progrès (sous un nouveau ministre) elles sont rompues en ce moment.

Pendant l'emprisonnement des trois chefs syndicaux une partie de la bureaucratie de la C.S.N. (principale centrale québécoise ex-catholique) est entrée en dissidence entraînant environ 30,000 membres - un petit quart des effectifs.

Le nouveau syndicat C.S.D. (D. pour démocrate) défend le syndicalisme d'affaire et s'affirme partisan du système de libre entreprise. Dans l'état actuel, il est presque essentiellement ouvrier et provincial (non Montréalais) et regroupe beaucoup de secteurs surexploités où il est encore concevable qu'un syndicalisme de ce genre arrache des avantages sérieux. A noter qu'au congrès de fondation, une motion repoussée, demandait l'exclusion du syndicat des travailleurs intellectuels.

Le 12 mai, Lévesque, leader du Parti Québécois conseille aux chefs syndicaux de faire appel et de reprendre les négociations. La manière dont il résume la situation vaut la peine d'être citée: le Monde 24/5/72

M. Lévesque s'en explique : « Les chefs syndicaux sont allés trop loin dans la politisation du conflit. Des dissensions internes, qui apparemment aujourd'hui que le calme est revenu, confirment notre impression. A l'époque où le jeu politique au Québec était circonscrit au parti libéral et à l'Union nationale, l'un et l'autre des partis de centre droit, les syndicats jouaient le rôle d'une opposition extra-parlementaire de gauche modérée. Or, c'est le parti québécois qui a peu à peu occupé cette place. Désormais, le choix pour les élites syndicales est, soit de pousser leurs membres à adhérer individuellement au P.Q., ce

qui le produit déjà spontanément, soit de constituer franchement un parti de gauche. Mais, en voulant pousser à toute force leurs adhérents, les présidents des centrales n'ont réussi qu'à écarter de nombreux militants et à créer des dissensions dans leurs syndicats. Lorsqu'ils ont été condamnés à un an de prison, ils étaient sur le point de se voir désavouer par leur base; c'est la raison pour laquelle ils ont refusé d'aller en appel. Le fait d'être en prison les transformait en martyrs. La conséquence en a été une semaine de troubles incontrôlés pendant laquelle les éléments gauchistes ont abusé de la situation. »

# Page tirée de la revue "CHOC des IDEES" - SEPT-ÎLES

Durant neuf jours, les travailleurs de Sept-Îles ont participé à un Front commun contre le gouvernement, contre les compagnies étrangères et contre l'élite locale. Durant neuf jours, les travailleurs et leurs familles ont participé à une fête populaire: la prise du pouvoir et la prise de parole. Le climat de peur, dont tous les médias d'information ont fait état, n'a atteint que les rangs de l'élite locale. Jamais ceux des travailleurs. Seul, l'abominable accident du 10 mai et le mort d'un des leurs ont troublé l'atmosphère de calme de ces journées de lutte. Si nous accordons à Sept-Îles le long récit chronologique suivant, c'est que nous croyons important de rétablir les faits déformés ou cachés par la presse bourgeoise et capitaliste.

## MARDI 9 MAI

Les travailleurs sont invités, par radio, à manifester devant le Palais de Justice à 4.30h. Environ 300 manifestants se rassemblent; parmi eux, quelques membres du Front Commun et surtout les travailleurs de la construction. Les travailleurs du complexe Mille 3 débloquent à 4h. Au cours de la manifestation, quelques vitres sont brisées et la circulation interrompue. L'accusé anti-démocratie locale (renforcée par une quarantaine d'agents de la Sécurité du Québec) fait sa première entrée en scène. Cependant la présence des travailleurs de la construction semble porter tout risque d'affrontement.

A 5h. p.m. quelques 100 personnes se retrouvent au Palais de Justice. La circulation est ralentie et les travailleurs en profitent pour vendre leur journal, Le Pionnier. La manifestation s'annonce pacifique.

A 9.30h., l'ordre de se disperser est donné mais 50 manifestants demeurent sur les lieux. La police se profile pour charger. Dix personnes seront arrêtées. Au cours de cet affrontement, un manifestant est gravement blessé. Transporté à l'hôpital, il souffre d'une commotion.

Le même soir, les travailleurs s'organisent pour le débrayage du lendemain. Dès les premiers moments, le mouvement sera pris en main par les travailleurs de la construction. Au cours de la nuit, quelques vitres seront brisées, notamment sur les locaux de la Gendarmerie Royale du Canada, de la Sentinelle Press (journal anglophone) et du journal local l'Avenir, ainsi qu'au Centre de Main-d'Ouvre du Québec.

## MERCREDI 10 MAI

Dès 6h. a.m., les chantiers de construction sont bloqués. Les routes d'accès à la ville seront fermées par différents moyens. Les enseignants, les employés d'hôpital, les travailleurs de la Régie des Alcool, les cols bleus et les employés municipaux débrayent, paralysant autant de services. A 10h., les mineurs à l'emploi de la compagnie Iron Ore se joignent au mouvement. Ils seront suivis par les travailleurs de Wabush Mines, à Pointe Noire, à midi. A 10h. a.m., une assemblée réunit 800 personnes à l'Aréna de Sept-Îles. A la même heure, le poste de radio local CKCN est occupé par des travailleurs.

A partir de 11h., les commerçants commencent à fermer leurs portes. De sorte qu'à 1h. p.m., tout est paralysé dans la ville.

A 2h. p.m., le Palais de Jus-

stice est la scène d'un début d'attroupement. De semblables attroupements se déroulent à divers endroits de la ville et la police est rapidement débordée.

A 4h. p.m., près de 1.500 manifestants ont attirés devant le Palais de Justice. Les curieux, en automobile pour la plupart, sont pratiquement aussi nombreux. A trois reprises, les policiers chargent les manifestants pour les disperser et en profitent pour procéder à quelques arrestations. On note, dans les rangs des manifestants, une cinquantaine de travailleurs équipés de casques, de bâtons de baseball et de chaînes. Ces charges de la police provoquent des réactions des manifestants qui lancent des roches dans les vitres du Palais et sur les policiers. Les policiers baissent leurs matraques et pénètrent à l'intérieur du Palais de Justice, accompagnés de trois syndiqués pour parlementer.

Environ 15 minutes après cette entrée, Sept-Îles est déclarée ville occupée par les syndiqués. A peu près au même moment, un syndiqué lance un appel au calme et une auto foule dans la foule. Le chauffeur blessé 35 personnes dont 25 devant être hospitalisées. Les

ivateurs lancent un appel au calme. Les épiceries, les restaurants, les pharmacies, les stations de service, les hôtels, les banques et la caisse populaire sont ouverts au public. Dans le secteur de l'alimentation, les employés de Steinberg (CSN) débrayent et le magasin de la compagnie Hudson's Bay est fermé par le bureau chef de Montréal. Au cours de la journée, la police entreprend des fouilles de voitures et confisque toute une panoplie d'objets hétéroclites: bâton de baseball, hache, fusil, barre de métal, ceinture de sécurité, cric, marteau et casques, etc. Régulièrement, des personnes "suspectes" sont arrêtées et obligées

Tendance Inconnue "radicale" avec naïveté, s'affirme "anarchiste" mais parle de "la construction du socialisme".

son côté, réclame son appel à la fermeture. Environ 40% des établissements commerciaux ouvrent leurs portes et le maire diffuse un vibrant message à l'occasion de la Fête des Mères; le ton pathétique rivalise avec le paternalisme du message. Le Front commun demande au maire l'autorisation d'utiliser l'Aréna le lendemain. La demande sera refusée par le maire sans consultation avec les conseillers municipaux. Les travailleurs, devant la réaction des commerçants, déclenchent l'Opération-magasinage: on provoque des embouteillages à la caisse et un mélange des étalages. L'Opération réussira partiellement mais la police

Hauterive déclare qu'il endorse les idées des représentants de Sept Îles.

A 10.40h., un avocat, Jean Dionne, diffuse à la télévision, un message de 10 minutes du "Comité des citoyens". Il s'agit essentiellement d'une reprise élargie des messages précédents du Comité qui approuve les politiques gouvernementales et appuie Robert Bourassa.

## LUNDI 15 MAI

Environ 1.200 personnes assistent aux funérailles de Herman St-Gelais, mort jeudi des suites de l'accident tragique de mercredi. Le cortège est suivi par 300 personnes à pied et un grand nombre de voitures. Plus ou moins discrètement, les prières assistent à la cérémonie. La circulation étant ralentie à cause du nombre de voitures, des manifestants décident de descendre à pied à la sortie du cimetière. Ils rencontrent un autobus rempli de bagages et de policiers qui "semblaient" vider les lieux. L'autobus se dirigeait vers l'aéroport. Environ 200 manifestants descendent alors dans la rue et brisent quelques vitres. L'autobus revient alors avec les policiers et leurs "instruments" de travail. La foule sera dispersée brutalement et quelques personnes arrêtées.

Durant la soirée, une réunion syndicale est convoquée. Les travailleurs de la compagnie Iron Ore décident de retourner au travail alors que ceux de Wabush Mines décident de poursuivre leur débrayage. Cependant ces derniers retourneront au travail demain, à la suite d'un nouveau vote.

## MARDI 16 MAI

Les travailleurs des secteurs public et parapublic poursuivent leur débrayage, de même que les travailleurs de la construction. Alors qu'on tente de bloquer les portes d'entrée de l'Iron Ore, la police intervient et effectue quelques arrestations.

## MERCREDI 17 MAI

Les porte-parole du Front commun pour le Québec demandent aux travailleurs de retourner au travail. Les travailleurs des secteurs public et parapublic ainsi que les travailleurs de la construction décident d'obéir à l'appel des centrales pour faciliter la bonne marche des négociations et la libération des trois présidents.

Au cours de ces journées de lutte, quelques 150 travailleurs ont été arrêtés, incarcérés et interrogés par les forces de l'ordre. Souvent illégalement, on a pris leurs photos et leurs empreintes digitales: illégalement, car plusieurs n'ont pas été accusés. Une seule personne devra verser un cautionnement de \$500., elle est accusée d'être sur le point de troubler la paix publique. En fait, ce travailleur, au moment de son arrestation, était en train de préparer des communications pour le Front commun. Son chef d'accusation sera retiré aux auditions du 23 mai. Lors de ces auditions, une trentaine de travailleurs défient devant le magistrat local sous une dizaine de chefs d'accusation, tels voies de fait, résistance à un policier, intimidation, méfait public, etc. Tous ont plaidé non coupable et leur procès a été fixé au 12 juin. D'autres travailleurs doivent comparaitre le semaine prochaine.

Source: Agence de Presse Libre du Québec (APLQ)

# le québec aux travailleurs

de s'identifier. A 7h. p.m., au cours d'une réunion du Conseil de ville, le maire accepte certaines demandes syndicales: le retrait des

procède à une dizaine d'arrestations. Au poste de police, les personnes arrêtées verront leurs photos et empreintes digitales prises et classées.



Photo: Québec-Press

C'est ça la démocratie!

conducteur, Théodore Leblanc, était entrepreneur en construction, il y a quelques années. Au moment du drame, il était complètement ivre. Un cas de suicide dans sa famille encourage les hypothèses qui veulent qu'il soit mentalement faible. Cependant, personne ne s'entend pour affirmer avec certitude qu'il est un ancien organisateur libéral.

La consternation frappe la foule après ce tragique accident. L'automobiliste a été battu par les manifestants. Contrairement aux informations diffusées, ce sont ces mêmes manifestants qui l'ont remis aux policiers. Dès lors, l'automobile devient le nouveau centre d'intérêt. On commence à la démolir pour finalement l'incendier. A cause de cet accident, les gens sont tendus et la soirée se déroule dans le calme.

A 7h. p.m., 150 policiers arrivent à Sept-Îles et, durant la nuit, débloquent les routes. A minuit, 80 policiers viennent expulser les 5 derniers occupants du poste de radio CKCN!

## JEUDI 11 MAI

A 10h. a.m., 4.000 personnes se rassemblent à l'Aréna. Les

Bills 15 et 19. Il doit envoyer un télégramme à Robert Bourassa mais il ne l'a probablement pas fait: le télégramme n'a été que publié dans les médias d'information. De plus, le maire s'engage à demander aux commerçants de demeurer fermés le lendemain. Ce qu'il fera mais de façon impersonnelle, sans s'associer à cette demande. Une entente est conclue avec la direction du poste de radio CKCN: un continuera à diffuser la publicité mais également de la musique française et les messages du Front commun. Cette entente ne sera pas respectée par la direction du poste.

## VENDREDI 12 MAI

La répression s'organise: les policiers reprennent le pouvoir. Sept-Îles est maintenant une ville de policiers. Durant la soirée, le Comité des citoyens "respectueux des Lois et de l'Ordre" se réunit.

## SAMEDI 13 MAI

Le "Comité des citoyens" diffuse ses messages et invite les commerçants à rouvrir leurs portes. Le Front commun, de

## DIMANCHE 14 MAI

Sur les routes, la police procède à une "avalanche" d'arrestations et de fouilles. Le "Comité des citoyens", composé d'hommes d'affaires et de professionnels, se réunit. Les informations officielles font état de la présence de 300 personnes mais, en réalité, moins de 100 personnes y assistent. "La Paix et l'Ordre" régnent à Sept Îles!!!!

Entre 6h. et 6.30 p.m., sur les ondes du poste de télévision CKBL (Matane), trois représentants des travailleurs expliquent leur point de vue sur la situation: "Les commerçants ont ouvert pour vendre leurs stocks de belles pour la Fête des Mères... Les Maîtres n'aiment pas que leurs esclaves se révoltent... Le système économique fonctionne mal quand les muscles refusent de travailler". On explique comment les membres du "Comité des citoyens" peuvent facilement se reconnaître: bagues à diamants, Buic, Riviera, Cadillac, caniches et manteaux de vison. Quelques dix minutes après la diffusion de l'émission, le Front commun de Bas-Comeau

JUN 1972 / 192

QUELQUES CONCLUSIONS provisoires (du camarade du CANADA):

Le prestige des syndicats a reçu un coup terrible. La question est de savoir: si les syndiqués vont se tourner vers l'aile gauche syndicaliste ou vers une action plus autonome.

Le gouvernement exulte. Il continue de parler de poursuivre les chefs syndicaux en justice, et de réglementer plus sévèrement le droit de grève, ce qui paraît superflu.

La volonté manifeste du gouvernement de casser les syndicats sera certainement expliquée par les optimistes invétérés comme un signe de l'incapacité de la classe dirigeante d'AMÉRIQUE du NORD, à accorder encore la moindre concession. Pour d'autres, ce serait plutôt un signe de santé de force, un indice que le rapport des forces actuel permet à la classe dirigeante la lutte ouverte plutôt que d'entretenir une bureaucratie syndicale brouillonne et coûteuse.

Pourtant, si j'étais la classe dirigeante, je me méfierais. Je me méfierais de ces petits bouts de raisonnement, pas compliqués, qui ne doivent rien à Marx, à Bakounine, ou à Reich, qu'on peut entendre dans la rue, et qu'on entendra peut être de plus en plus souvent.

- si un vote de l'Assemblée Nationale peut interdire une grève, il n'y a plus de droit de grève au QUEBEC
- un pays où il n'y a pas de droit de grève est une dictature.
- des syndicats qui acceptent qu'on leur enlève le droit de grève ne servent plus à rien. Il n'y a donc plus de syndicats au QUEBEC.
- puisqu'aucun parti n'a soutenu les travailleurs en lutte, (1) il n'y a pas d'issue politique légale au QUEBEC.

Et ce genre de conclusions, ça peut mener loin.

(1) À part le parti socialiste (à ma connaissance), (Parti néo-démocrate de son vrai nom) qui est ici une petite secte de quelques centaines de membres, sans élu.

Le Parti Québécois a reconnu qu'il était partagé entre sa sympathie pour les revendications des grévistes et son "sens de l'Etat." (sic). Avis à ceux qui voient encore en lui le futur libérateur du peuple du Québec, tel Monsieur Pierre Vallières, ancien chef du P.Q.

## Les quatre "anarchistes" de Notre-Dame-de-Lourdes

de notre envoyé spécial, Gérard LeBlanc

QUEBEC - Afin d'éviter que "la loi de la force ne prévale sur la force de la loi" et pour éviter qu'on mène le Québec à l'anarchie, le juge Georges Pelletier a condamné quatre employées de l'hôpital Notre-Dame-de-Lourdes à six mois de prison et à des amendes de \$5,000.

Rencontrées quelques heures après leur condamnation, ces quatre femmes ont accepté de nous dire qu'elles étaient et pourquoi elles ont fait la grève malgré les injonctions le leur interdisant.

Il s'agit de trois aides-infirmières dirigeantes du Syndicat des employés d'hôpitaux de Montréal, section Notre-Dame-de-Lourdes, et d'une infirmière, présidente de l'Alliance des infirmières de Montréal, section Notre-Dame-de-Lourdes.

Madame Louise Leblanc est âgée de 51 ans et travaille à Notre-Dame-de-Lourdes depuis dix ans. Elle est aide-infirmière et gagne \$86 par semaine. Une fois les déductions faites il ne lui reste que \$71.50. Elle est présidente de son syndicat.

Madame Thérèse Lorrain, fille de madame Leblanc, est âgée de 29 ans et mère de quatre enfants. A Notre-Dame-de-Lourdes depuis trois ans comme aide-infirmière, elle gagne \$85 par semaine pour un revenu net de \$62.

Madame Florence Paiement, vice-présidente du syndicat, est âgée de 51 ans, et travaille comme aide-infirmière à Notre-Dame-de-Lourdes depuis dix ans. Son salaire hebdomadaire est de \$80, pour un revenu net de \$60.50, la prime de nuit incluse. Son mari souffrant d'un cancer à l'estomac, elle a obtenu du juge de ne pas aller en prison mais doit payer les \$5,000 comme les autres.

Madame Alice Cloutier est infirmière et présidente de son syndicat. Agée de 54 ans et mère de cinq enfants, elle travaille à Notre-Dame-de-Lourdes depuis sept ans et gagne plus de \$100 par semaine.

Pour ces quatre femmes les comparutions devant un juge constituent une première expérience du genre dans leur vie. Considérant les demandes du front commun justifiées elles concluent "qu'il n'y a plus de justice au Québec."

Ces femmes nous disent qu'elles travaillent très fort "ils refusent d'engager des infirmiers et nous devons souvent soulever des malades très lourds, les laver, tout faire comme s'il s'agissait d'enfants."

"On force comme des chevaux, car nos patients ne peuvent plus rien faire pour s'aider."

Situé à l'angle des rues Ontario et Pie IX à Montréal, l'hôpital Notre-Dame-de-Lourdes, avec une capacité de 225 lits, accueille que des malades chroniques dont la plupart ne viennent que pour y finir leur vie.

Avec leurs salaires, nos aides-infirmières n'ont pas besoin de longs raisonnements pour expliquer que le \$100 par semaine est très important pour elles. Elles ajoutent que la sécurité d'emploi leur apparaît tout aussi importante.

Joviales et très loquaces, nos quatre "anarchistes" espèrent que leur séjour en prison servira à quelque chose et que les membres du front commun ne lâcheront pas.

"Chose certaine, conclut l'une d'elles, le gouvernement Bourassa ne gagnera pas ses prochaines élections."

La correspondance (lettres et réponses), les articles, sont mentionnés comme émanant d'un camarade ou d'un collectif. Une base commune n'exclut jamais des divergences: celles-ci s'expriment par d'autres réponses ou articles qui devraient chercher à montrer autant ce qui unit que ce qui divise (ce n'est pas toujours le cas).

L'anonymat nous garantit que le jugement ne porte que sur le contenu et non sur la bonne ou mauvaise renommée de celui qui expose. Les idées ne sont pas une marchandise porteuse de son étiquette.

Nouvelles adresses postales: les adresser dès réception du code postal, pour mise à jour progressive du fichier.

Textes envoyés à I.C.O. si possible les taper à la machine ou les écrire très distinctement en noir sur des colonnes de 10 cm de largeur. Ça gagne beaucoup de temps. Simple mécanique.

Pas d'assemblées à Paris en AOUT, mais les permanences du lundi et du jeudi seront assurées.

# au jour le jour

## La LUTTE DE CLASSE EXISTE DANS TOUTE STRUCTURE DU CAPITALISME DES EMPLOYÉS DU SYNDICAT EN GREVE CONTRE "LES DIRIGEANTS" syndicaux

D'après certaines informations -pas faciles à vérifier- 120 employés du Siège de la CFDT rue Montholon- (un syndicat c'est aussi un patron dans une société capitaliste) auraient dû débrayer pour faire valoir leurs revendications. Edmond MAIRE aurait commencé par refuser de recevoir une délégation du personnel de la CFDT (l'histoire ne dit pas à quel syndicat ils étaient affiliés). Après des palabres et pour éviter que l'affaire ne s'ébruite la direction CFDT aurait consenti une augmentation échelonnée sur 1972. Comme chez Renault. Et respectant les plafonds d'augmentation fixés par le gouvernement. L'histoire ne dit pas non plus s'il s'agissait d'une augmentation en pourcentage hiérarchisée ou égale pour tous. Cela est peut être nouveau en France mais pas à l'étranger. En Grande-Bretagne ou aux U.S.A., cela s'est déjà vu des employés des syndicats en grève contre leurs patrons syndicaux.

## préoccupations

(tract C.G.T. - JEUMONT-SCHNEIDER -La Plaine St Denis - 4/72).

### " POUR LA GARANTIE de l'EMPLOI :

"Des manoeuvres aux Ingénieurs, c'est tous ensemble que, dès maintenant nous devons passer à l'action.

Pourquoi?

Parce que dans ce domaine, aucune différence n'est faite entre salariés: tous sans distinction sont touchés en cas de licenciements.....

Tout cela ne peut conduire qu'à la main-mise des monopoles internationaux sur l'économie française au détriment des besoins réels du pays, au détriment des salariés.....

On peut également se demander si ce n'est pas là une porte ouverte aux Pouvoirs Publics. Ceux-ci en effet, étaient jusqu'à présent favorables au projet de la Compagnie Electro-Mécanique, contrôlée par le groupe Brown-Bovery, et avaient déjà refusé le projet Westinghouse. C'est peut-être l'indication d'une nouvelle orientation qui est en train de se prendre en direction des milliards américains qui, nous le savons, ne sont pas des philanthropes. Ils ne procèdent pas à leurs investissements en fonction de buts humanitaires ou pour la grandeur de la France. Ils cherchent bel et bien à s'assurer une prise de contrôle effective sur les entreprises de notre pays. Et en y regardant de plus près, on consi-

tate que les dollars prennent surtout le chemin des secteurs de pointe de l'économie, pas seulement en France d'ailleurs, mais dans toute l'Europe occidentale.

Que les Américains produisent 30% des automobiles fabriquées dans la Communauté Economique Européenne c'est déjà sérieux. Mais il est beaucoup plus inquiétant encore pour notre indépendance future qu'ils sortent 80% des ordinateurs et 95% des circuits intégrés électroniques.

Il est possible que les investissements étrangers aient été une source d'enrichissement pour certains français, mais les travailleurs quant à eux, n'ont supporté jusqu'à maintenant que les inconvénients de la chose.

Ce qui signifie que nous devons faire dépendre la garantie de l'emploi sur la Plaine St Denis par la mobilisation de tous les travailleurs de l'entreprise sur la base de nos revendications: avec notamment le recours aux 40h sans perte de salaire, la retraite à 60 ans, et l'application de la loi sur la formation professionnelle.

C'est en partant de nos revendications, que nous pouvons créer les conditions de l'union de tous et obliger pouvoirs publics et patronat à reculer dans leur politique antisociale et contraire aux intérêts du pays et des salariés de la société.

## LES MAOS ET LA HIERARCHIE.

(à propos d'un tract de Jeumont-Schneider-Jusine de St Denis - 4/72- supplément à la Cause du Peuple).

Agarres entre la C.G.T. et les "Maoïstes" les uns défendant la maîtrise attaquée violemment par les autres. Les Maos ressortent un tract de septembre 1960-section syndicale CGT de Jeumont - qui dénonçait notamment, dans le plus pur style mao d'aujourd'hui, un petit chef contremaître de l'équipe des tours. Tract qui se terminait par: "Vous savez très bien que la dictature ça se brise et un jour les travailleurs unis avec ceux des tours vous feront rabaisser le ton."

Et de dénoncer la position d'aujourd'hui de la C.G.T. qui est "pour l'unité des ouvriers et de la maîtrise"... Vouloir l'union de la maîtrise et des ouvriers, c'est vouloir une société comme en Russie ou en Pologne, où les Nогrette ne manquent pas, où les usines sont toujours des bagnes, et où la troupe tire sur les ouvriers..."

Tout ça c'est juste, mais ça ne va pas bien loin. Un camarade a ajouté sur le tract: "Et en Chine?". Il pose le problème fondamental. Une critique partielle du système capitaliste

mondial n'est qu'une critique tactique. Ce que les Maos reprochent (à boulets rouges) à la C.G.T.-P.C., demain ils le défendront. Avec le même souci de "tactique révolutionnaire". Demain? A peine?

Il suffit de lire un peu plus loin:

"...Nous voulons que les ouvriers dirigent les usines en collaboration avec tous les techniciens qui refusent la servitude capitaliste, donc, certaines de leurs privilèges actuels..."

Pourquoi certains? Dans le monde nouveau style mao, les cadres garderaient-ils certaines de leurs privilèges? Lesquels et avec quelles conséquences?

"De plus en plus en effet, la maîtrise intervient comme auxiliaire de la police..." Comme si cela n'avait pas toujours été.

Cela dit, nous souhaitons évidemment, que des cadres se rangent au côté des ouvriers, mais cela signifie nécessairement qu'ils refusent totalement la fonction de cadre. Dans beaucoup d'usines, il y a des cadres qui refusent d'être tout le temps sur le dos des ouvriers, ou même qui se rangent carrément du côté des ouvriers. Il va de soi que ceux là n'ont rien à craindre des ouvriers, ils seront au contraire défendus par eux. Nous disons aux cadres "rejoignez le camp des ouvriers, c'est là qu'est la générosité". //

Si on comprend bien ce jargon sentimental, il y a les bons cadres qui rejoignent le "camp des ouvriers" et les mauvais. Comme si le problème était que les cadres en tant que tels "refusent totalement la fonction de cadres" Comme si cela ne se liait pas à une conception bien connue de l'Etat, du parti "ouvrier". Comme si un monde nouveau sans exploitation, sans travail salarié, où les producteurs décideraient de toutes leurs activités n'exclut pas totalement l'existence même du "cadre", ce qui bien sûr écarte toute discussion du style "alliance cadres-ouvriers".

Le même style que celui du P.C.-C.G.T. en 1960.

#### ÇA EXISTE ENCORE BEAUCOUP EN FRANCE.

Licenciements et mutations arbitraires au GI (Wantzenau) - extrait de Agalisi N° 25-10/5/72.

Le GI - groupement de 8 entreprises artisanales d'électricité et d'aménagement intérieur des maisons - qui emploie environ 600 personnes connaît, semble-t-il, de graves difficultés de gestion ces temps derniers - manque de commandes, manque de coordination, mésentente entre les membres fondateurs (l'un d'entre eux aurait décidé de se retirer du groupement

d'ici à la fin de l'année). Les employés du GI sont les premiers à souffrir de cet état de choses:

- non respect des règles de sécurité  
Il n'y a qu'un seul et vieux extincteur pour 600 personnes, d'aucuns se demandent même s'il est en état de fonctionner. Par ailleurs, personne ne sait où se trouve la bouche d'incendie

- Non respect des règles d'hygiène.  
Il n'y a pas d'infirmerie, pas même de poste de secours, la direction généreuse s'est contenté d'envisager l'achat d'un brancard. Nombre d'employés n'ont pas eu l'occasion de passer la visite médicale obligatoire. Celle-ci est envisagée avec un manque de sérieux qui fait rêver. Exemple: une standardiste employée au GI depuis 6 mois, sans avoir été soumise à la moindre visite médicale, décide, "pour convenances personnelles" de démissionner et de changer d'emploi. La visite médicale dans sa nouvelle entreprise décèle une tuberculose.

- mépris du droit syndical. Pour la première fois de son histoire des élections ont lieu au GI, le premier octobre 1971. Pendant le déroulement des élections, un certain nombre d'employés travaillent à une dizaine de Km de l'entreprise; ils ne peuvent donc pas voter. Par hasard, il s'agit des ouvriers militants C.F.D.T. Cette irrégularité fausse les élections au profit de la CFT et au détriment de la C.F.D.T. qui conteste naturellement la légitimité des élections, et introduit un recours en justice. En mars dernier, le juge n'avait pas encore pris de décisions.

Pendant ce temps, la direction s'en donne à cœur joie:

- les licenciements se succèdent souvent au mépris du code du travail.

- des démissions plus ou moins forcées permettent d'éviter de payer des indemnités. Un système de pénalités permet de forcer certains employés à la démission. Exemple: l'un des directeurs prétend "faire payer de sa poche" un employé pour une erreur d'estimation dans la commande. "Erreur de surestimation" dit-il. L'employé est contraint de démissionner.

- des mutations arbitraires pour dégoûter les employés et les pousser à partir. Une secrétaire, 18 ans dans une des entreprises fondatrices du GI est mutée de la section de la facturation à celle des devis où elle est incapable de suivre le rythme de travail auquel elle n'est pas préparée; elle est forcée de partir.

Une des spécialités de GI est de muter certains employés au magasin, lieu de punition sur-nommé KZ Struthof par les ouvriers. Les brimades et les vexations ne s'y comptent plus. L'arbitraire règne en maître. Un employé qui demande un délai d'un mois pour achever un travail se voit accorder moins de 15 jours; tâche irréalisable; d'où prétexte pour le licencier.



DE LA REVOLTE ESPAGNOLE à l'IDEOLOGIE d'ICU -  
Correction à l'article du N° 115-116, mars-avril 1972. Mise au point d'un camarade de Paris; page 32 il est parlé des "trotskistes du POUM". C'est exactement ce qu'en disaient les stalinien. Le POUM (Partido Obrero de Unificación Marxista) a été formé par la fusion du Bloc Ouvrier et paysan (dissident du P.C. -organe la Batalla) et de la Gauche Communiste (sur les positions de l'opposition trotskiste au sein du P.C. russe organe *Commismo*) mais ayant rompu avec Trotsky qui voulait les faire rentrer au parti socialiste. Le POUM, désavoué et critiqué par Trotsky, pourchassé par les stalinien, exclu par les dirigeants de la CNT de ses syndicats, proclamait sa fidélité au léninisme.

Ce même camarade se déclare d'accord avec la première réponse au camarade espagnol mais regrette que des erreurs de détail de ce genre puisse donner ouverture à des polémiques bien dépassées aujourd'hui.

Signalons une brochure récente : "Espagne Révolutionnaire 1866-1936-39" (anarchisme et non violence - virement de 2f50- Michel Bouquet-ccp 2244-87H ROUEN) dont l'orientation en est définie par les auteurs:

" Nous n'acceptons pas que cette période soit réduite à un simple affrontement entre fascistes et républicains et non plus à une révolution faite par les anarchistes seuls".

A la liste d'ouvrages cités ajoutons: "Le Labyrinthe espagnol, origines sociales et politiques de la guerre civile" - G. BRENNAN - Ruedo Iberico.

#### AUTOGESTION et CONSEILS OUVRIERS EN YOUGOSLAVIE

##### L'Art du "socialisme" pour dirigeants.

Après des négociations qui lui ont coûté au moins 15.000 £ (environ 20 millions d'anciens francs) le groupe financier qui publie le magazine anglais "PENTHOUSE" (équivalent de Playboy) a obtenu un bail de 21 ans pour installer un lieu de détente pour dirigeants dans l'île yougoslave de Krk près de Rijeka (deux hôtels, un village de pêcheurs, bowlings et...un casino). L'investissement s'élèvera à plus de 200.000 £ (deux milliards et demi d'anciens frs) et un escadron de girls anglaises viendra entraîner des filles yougoslaves à l'art de la détente pour dirigeants. Le profit brut escompté est de 7,50% et PENTHOUSE espère faire valoir ce domaine "socialiste" du plaisir en créant des services réguliers avec les principales villes yougoslaves et différentes capitales.

Bob Succione, un des dirigeants du groupe a déclaré:

" Il n'y a pas eu de problèmes idéologiques. Le conseil ouvrier, c'est une plaisanterie. J'ai obtenu tout ce que j'ai voulu. Ils étaient réellement désireux d'apprendre tout sur nos méthodes de travail. Ils se plient aux règles autant que nous pouvions l'espérer. Pour les îles les yougoslaves sont réellement des frères" (Sunday Times- 12/3/72).

#### D'un camarade hollandais: ( 6/72)

" ... nous étions là pour causer avec un ouvrier Italien qui travaille à l'usine Prayan située dans un petit village à une vingtaine de kilomètres de Liège. Les ouvriers (750 hommes et femmes) sont en grève sauvage depuis le lundi 6 Juin. Samedi passé, ils avaient une réunion à Seraing pour discuter entre eux des problèmes de leur lutte. Ce même après-midi, un chef local du régional, de la F.G.T.B. (le syndicat belge) est venu leur dire: il faut que la grève se termine; lundi reprise du travail. La plupart des ouvriers était contre, quelques uns se montraient faibles (ou plus influencés par la bureaucratie que les autres). La plupart a répondu au bureaucrate: la lutte continuera. Alors ce salaud a répondu: dans ce cas, je me vois obligé d'appeler la gendarmerie au secours.

Un camarade de l'ouvrier Italien était là aussi; lui est délégué d'usine de la F.G.T.B. Il était en Italie membre du P.C. et il est encore plein d'illusions sur la chimère syndicale. Mais jamais dans ma vie je n'ai vu un homme aussi bouleversé et abattu que lui. Voir cela, signifiait pour lui assister à une vraie tragédie. Son monde (syndical) et tout ce qui avait donné un sens jusqu'à maintenant, à sa vie militante, tombait en ruines. Il ne pouvait presque pas parler. Après une heure, il se sentait tellement mal physiquement (par le choc psychologique) qu'il devait s'excuser. Il continuera la lutte, c'est certain, il nous l'affirmait. Mais il pouvait à peine croire ce qu'il venait d'entendre de la bouche d'un bureaucrate. On dit souvent la conscience ouvrière viendra avec l'expérience. Jamais je n'ai vu ce processus décrit abstraitement, se dérouler sous mes yeux d'une telle façon concrète. "

#### LES PRISONS (suite)

(voir NEGATION : la révolte de la prison de Toul et ICU n° 114 et 115)

#### La défense des gardiens de prison

D'Aimé PASTRE, secrétaire du syndicat C.G.T. du personnel pénitentiaire.

*Cher Guilleré, le problème n'est pas simple et les personnels pénitentiaires sont actuellement critiqués par des gens qui ne risquent rien, puisqu'ils n'ont pas même le danger en face d'eux.*

*Il y a pourtant une question à laquelle je veux répondre; ne serait-ce que pour élargir éventuellement le débat dans « la R.P. ».*

1° J'ai approuvé la suppression des colis de vivres de fin d'année, qui permet d'assurer une meilleure sécurité de détention. Il ne s'agit pas d'une brimade envers les détenus en rétorsion des graves événements survenus récemment.

2° Cette suppression du colis de vivres en fin d'année a été assortie d'une compensation financière non négligeable, puisqu'elle a eu pour effet de doubler la provision alimentaire d'achat en cantine.

3° J'ai déclaré à la télévision, lors d'une émission sur les prisons, que le vrai problème est d'éclairer l'opinion publique sur la mission des personnels pénitentiaires, qui doivent maintenir l'ordre et la discipline, fournir aux détenus les conditions les plus favorables à leur reclassement, sans perdre de vue l'impérieuse nécessité d'assurer la sécurité des prisons et de se protéger contre les conséquences tragiques des agressions...

Il faut tout de même savoir qu'il y a des criminels irrécupérables, dont toute réinsertion sociale est absolument exclue. Il y en a d'autres... tel celui qui a violé une jeune femme, puis l'a étranglée, avant de rentrer paisiblement chez lui. Le sadique qui sodomise les jeunes garçons, et le père de « famille » qui satisfait ses propres besoins en invitant dans son lit, ses filles. Alors, au moins pour ceux-là, il est permis de douter de leurs sentiments familiaux à la réception d'un colis de fin d'années.

Enfin, tu ne crois pas qu'il y a de l'abus en sacrifiant à une mode intellectuelle qui fait que la société est traînée au banc des accusés, en partant de cette constatation imaginaire, qu'il n'y a pas de criminels, mais seulement une oppression sociale aliénante ?

Ainsi, ce serait les prisonniers qui seraient normaux. Il ne faudrait pas les « incarcérer », mais les « protéger » contre les personnels pénitentiaires auxiliaires de la justice.

(de la Révolution Proletarienne  
n° 579 - Février 1978 p 18)

## publications

Nous avons à notre disposition un nombre limité des numéros suivants de SOCIALISME OU BARBARIE: 2- 3- 4-, 5-6, 7- 8- 11- 12- 13- 17- 18- 19- 23 et brochure sur l'Insurrection hongroise - Envoi contre règlement préalable de 3 frs par exemplaire.

REVOLUTION INTERNATIONALE (B.P. 183- 310 32- TOULOUSE - CEDEX 1)

Sommaire: Vers des luttes autonomes prolétariennes- Le contenu réel du spectacle Nixon-Mao - Les zigzags de l'invariance (critique du bordiguisme de Programme Communiste) - Volontarisme et confusion (critique de la brochure "Organiser le courant Marxiste Révolutionnaire") La Crise.

UTOPIE ( B.P. 147- 75 263- PARIS-CEDEX 06).  
supplément à UTOPIE 4 - Ce que fit la mort ces jours-ci - (sur Overney et la suite).

NI DE VOTRE MORT NI DE VOTRE SURVIE ( pour une critique révolutionnaire -B.P. N° 1 -04 CHARENTON) sur le même thème.

Des lycéens de ROUEN publient un bulletin :  
"Le gros pétard du pauvre" et demandent des liaisons avec des groupes identiques (écrire à I.C.O.)

A ROUEN, un autre groupe a publié un bulletin N° 0 " PARTAGE NOIR" (JJSSET, 23 rue J.P.Rameau 76- ROUEN).  
ouverture d'une discussion sur un travail de liaisons, d'informations et d'actions entre éléments dispersés, et un dépassement des "scories idéologiques".

Paul MATTICK : "INTEGRATION CAPITALISTE et RUP-  
TURE OUVRIERE"- Préface de Robert Paris -Les

maison de laine...  
reçoit les visiteurs dans son bureau sombre et triste

La presse de droite a fait de ce prêtre un gauchiste Il s'en défend le me refuse à faire de la politique. Ce n'est pas mon rôle Voyez, je lis - Témoignage chrétien - mais aussi - l'Homme nouveau - et - les Lettres de l'abbé de Nantes -... le suis prêtre. j'annonce Jésus-Christ. Il dit pourtant : Si je ne priais pas, je serais peut-être maoïste puisque j'éprouve le besoin de changer quelque chose. »

Ordonné prêtre en 1939, Pierre Velten devient, sous l'occupation, chef de groupe F.T.P. Après une attaque de poliomyélite, il demande, dès la Libération, la paroisse de Choley-Menillot Il y est toujours.

En 1954, explique-t-il, lorsque l'on a ouvert la centrale de Toul, l'évêque m'a demandé de la prendre en charge. En supplément. Tous les jours, de treize heures à dix-huit ou vingt heures, j'étais à la prison. C'est dur On ne peut pas être d'accord avec les prisonniers. On est presque toujours en opposition. Le soir, j'étais heureux

Journal Observateur

14.20/2/72

N° 379

de Pierre Velten  
Aumônier de la  
prison de Toul. pléni-  
potentiaire malchanceux  
de retrouver Choley, des  
gens normaux et mes soucis,  
la restauration d'une église du  
douzième siècle, par exem-  
ple... »

Le curé de Choley se refuse à être un auxiliaire de justice : « Mon rôle d'aumônier, c'est d'apporter le message du Christ. Mais c'est aussi, d'abord, de parler aux prisonniers de leurs problèmes humains. Ecrire à une femme, à une concubine c'est tendre la main. Et donc, en dehors du visit et de l'aumônier, sait-elle la main ? »

Divergences de principe entre Rosa LUXEMBOURG et LENINE (1935)- Karl KANTSKY: de MARX à HITLER (1939)- Les groupes communistes de conseils (1939) - Organisation et spontanéité (1949) Le marxisme et le capitalisme monopoliste (1967) Les limites de l'intégration : l'homme unidimensionnel dans la société de classe (1969)- La gestion ouvrière (1969) - Division du travail et conscience de classe (1971).

Editions E.D.I. -  
Envoi contre 20 frs par virement au ccp d'ICO.

Viennent de paraître le N° 1 et le N° 2 de  
" LE MOUVEMENT COMMUNISTE" (2 frs).

Le N° 1 " LE MOUVEMENT COMMUNISTE" est un essai d'analyse des luttes de classe actuelles, en quoi celles-ci annoncent le communisme, c'est-à-dire la transformation sociale des rapports de production capitalistes.

Le N° 2 "CAPITALISME ET COMMUNISME" est un texte assez long et assez complet sur

- 1/ le développement du capitalisme
- 2/ de sa contradiction fondamentale: comment les forces productives sont enserrées de façon sociale dans des rapports de production trop étroits
- 3/ sur la révolution communiste: comment elle apparaît dans le capitalisme et en quoi, brièvement, elle consiste (suppression de la valeur, de l'entrepris, du salariat, et des séparations).

Ces deux textes sont des textes très intéressants et peuvent servir d'éléments de discussions très valables; l'adresse est:

G. DAUVÉ - B.P. N° 24 - 93-BONDY.

On peut en demander à ICO qui en a quelques exemplaires en dépôt.

# OU VOUS N'AVEZ RIEN COMPRIS? OU ON VOUS A MAL EXPLIQUÉ

Le C.J. ne se vend pas il se colle.

Pourquoi le Contre Journal ?...

1) Devant l'indoor de la télé, de la radio, des journaux, et de certains organes de groupuscules, nous fallait pouvoir nous exprimer. Nous nous exprimons, non à des convaincus ou à des spécialistes du gauchisme (traïcules, dont on a que l'air) mais à une population sur un secteur donné, celui où nous vivons.

Pourquoi nous avons choisi le journal mural ?  
1) Pour la raison que n'importe qui dans la rue peut le lire, le commenter, le modifier, le discuter, etc.

2) Si nous avions fait un journal traditionnel, il nous fallait le vendre donc se faire chier, et nous aurions touché que les consommateurs de ce genre de presse.

3) Non seulement nous voulions pouvoir dire ce que nous avons sur la palette par rapport à l'actualité, mais nous voulions aussi pouvoir donner le moyen aux gens et à n'importe quel mec d'exprimer ce qu'il veut.

Nous ne vendons pas de C.J. pour les raisons indiquées ci-dessus. (Sa place étant dans la rue) de plus nous avons une méfiance extrême des épîtres de tout poil qui reproduiraient des C.J. sur des for-bons, des boîtes de calandras, ou sur des posters pour-piaille - de - jeunes - bouillonneux - régalitaires - dans - le - vent. (Soyez-vous des affiches de mai, transformées en cartes postales). Il faut aussi dire que ce que nous écrivons dans le C.J. est limité très souvent à une ville, et à nos possibilités intellectuelles, physiques, et matérielles.

Ce que nous nous proposons, c'est de donner le moyen à n'importe quel individu ou groupe de faire un journal mural pour leur région, ou pour leur quartier. Pour cela nous préparons une brochure (à voir) avec des exemples de C.J. à Lappui, et tout, et tout. Nous avons quelques villes qui s'y intéressent déjà. Un journal mural vient de paraître récemment à Toulouse « Le visible ».

Comme le C.J. n'est pas seulement un papier collé sur un mur mais toute une action publique, ouverte, théâtrale de rue, contre journal télévisé nous cherchons un magnéscope et des gens qui savent pour mettre ce projet en œuvre). Nous sommes prêts à nous intéresser à n'importe quelle recherche dans ce sens.

Il va sans dire que nous sommes heureux de recevoir toutes les informations que vous pourrez utiles, et que nous sommes d'accord pour discuter de leur diffusion, soit oralement, soit par écrit.

A titre d'information nous enverrons un exemplaire de chaque numéro de C.J. à ceux qui nous en feront part.

Le C.J.

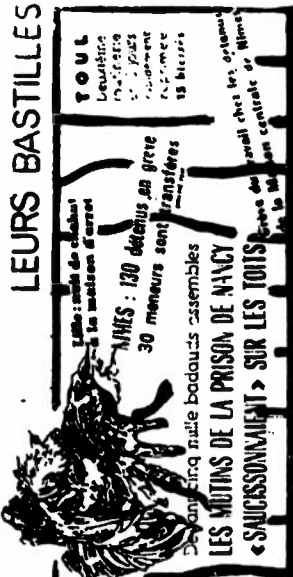
# LE CONTRE - JOURNAL

N° 12

tous les mois, sur les murs de votre quartier

## LES PRISONNIERS DEMOLISSENT

Les policiers de Toulou ont obtenu la condamnation de cinq jours...  
Surtout ils occupent la maison d'arrêt de Nancy...  
LA TUERE DE CLAIRVAUX : C'est tout le problème de la région, maintenant l'opération est terminée.



Le Resultat dans les prisons ne peut être...  
la fabrication de Conditions...  
la réhabilitation...  
C'est tout...  
Celle de la Justice...  
qui ne peut être...  
C'est tout...



Le texte et le journal mural réduit cidessus sont extraits d'une brochure

intitulée "le contre-journal". Cette brochure fait la présentation d'un journal mural et en reproduit plusieurs maquettes. Ce contre-journal est fabriqué à Toulouse depuis un an et demi par des camarades qui ne se donnent d'autre étiquette que de se donner un moyen d'expression qui leur soit propre, qui soit "simple et authentique". Ils détaillent le procédé d'impression utilisé de façon que chacun puisse le reprendre afin de favoriser la diffusion de ce type d'expérience. Pour se procurer la brochure, écrire à Melle TAILLEFER Marie Thérèse - Poste Restante R P 31 Toulouse 01

36  
tous les textes publiés dans les n° passés présents et à venir d'ICO peuvent être librement reproduits traduits ou adaptés même sans indications d'origine

Le Centre de Documentation de la VIEILLE TAUPE vient de retirer un texte de JORDISA paru après guerre " PROPRIÉTÉ ET CAPITAL". Ce texte vise à expliquer comment propriété privée et capital ne coïncident pas, comment des formes de propriété privée existent antérieures au capital, comment le capital tend à détruire la propriété privée et même comment l'organisation juridique du capitalisme moderne est "collective", donc étatisation, nationalisation et autogestion ne signifient aucunement la mort du capital. On peut en commander à ICO qui en a quelques exemplaires en dépôt.  
(VIEILLE TAUPE: 1 Rue des Fossés St Jacques- PARIS-5ème).

INVARIANCE: N° 1 nouvelle série- J. CAMATTE- B.P. BRIGNOLLES - on peut demander à ICO.

Ce numéro 1 est surtout intéressant pour le premier texte qui, très discutable, (au sens réel du mot) essaie de cerner les rapports entre le KAPD, les Conseils, le Proletariat Allemand, les Organisations d'Usines, et l'I.C. Outre des renseignements importants, il soulève des problèmes théoriques "fondamentaux".

CAHIERS DU COMMUNISME DE CONSEILS - Robert Camoin B.P. N° 326 - 13208-MARSEILLE- CEDEX 1 - Mai 1972 N° 11: Sommaire - Editorial- Renault: deux tracts Sur le fascisme, la démocratie et la dictature du prolétariat, la guerre sur le continent indien propositions de travail, quand le capital s'appelle autogestion, les fondements de la production et de la distribution communistes, la guerre d'Indochine.

REAL TIME (en anglais) - journal de base publié par des travailleurs de l'ordinateur en ANGLETERRE. Exemplaires disponibles à ICO ou directement à REAL TIME - 66 Hargrave Park-London N.19 - si un copain veut en parler plus amplement.

LA GAUCHE ALLEMANDE ET LA QUESTION SYNDICALE dans la IVè INTERNATIONALE - en français - publiée par "KOMMUNISTISK PROGRAM" Postbox 61- 2880 BAGSYAERD DANEMARK (1f50) - si un copain veut en parler...

LIAISONS- (Belgique) N° 15- B.P. 208 -4000 LIEGE Spécial Occupations - (U.C.S., P. essey, sur les occupations).

EN PREPARATION:

- textes sur les luttes en FRANCE, sur la GRANDE BRETAGNE - l'ITALIE- Documents sur la presse.

"NOTES CRITIQUES A PROPOS DES LUTTES A CITROEN (Belgique) 69-71".

par le groupe belge "LUTTE DE CLASSE" B.P. 29 UCCLE 4.- en vente également à la VIEILLE TAUPE 1 rue des Fossés St Jacques - Paris 5ème.

sommaire de la brochure: quelques notions de base sur les rapports de production capitalistes - une analyse globale (mais sommaire) sur la situation du capitalisme d'après-guerre, notamment sur l'intégration des syndicats - une courte description économique de Citroën- une courte description des luttes de 69 à 71 agrémentée d'une bande dessinée- la critique des groupes d'intervention où est assez bien montrée l'attitude des différents groupuscules gauchistes vis à vis des luttes et des syndicats, et notamment l'évolution caricaturale des maoïstes d'Union Université Usine (U.U.U.) qui correspond, à peu de choses

près, à l'attitude de ces mêmes groupuscules en France. - Post-face sur la situation du capitalisme début 72 avec la "crise" du dollar, reflet de la "crise" économique, et une amorce d'analyse de ses fondements qui se termine ainsi: "Au travers du développement de l'actuelle crise du Capital le prolétariat tente de réapparaître: grèves sauvages, comités de lutte et groupes de discussion. Mais pour affirmer son autonomie, sa conscience de classes, il doit se nier en tant qu'objet du capital. Sur cette voie, il se heurtera nécessairement à l'idéologie conselliste, ouvriérisme autogestionnaire de la mise à capitaliste (ainsi pour la caricature situationniste l'autoquestion est la fin et le moyen...). Face au réformisme extrémiste de l'ultra-gauche nous réaffirmons l'exigence révolutionnaire de l'auto-suppression du prolétariat sans laquelle l'abolition du salariat et de la marchandise, la destruction des rapports de production capitalistes, sont de vains slogans.

SIMON RUBAK - CONTRAIREMENT AUX SOPHISMES TROP REPANDUS . LA CLASSE OUVRIERE EST EN EXPANSION PERMANENTE. (Spartacus - 5 Rue Ste Croix de la Bretonnerie- Paris 4ème).

(qui en fait une présentation critique?)

NUMEROS d'ICO DISPONIBLES:

1968: 75, 76 - 1969: 77, 78, 80, 81, 82, 83, 85, 86, 87, 88; 1970: 89, 90, 91-92, 93, 94, 95-96, (ce dernier numéro, ronéoté, de 6 pages n'a pas été mis en vente en librairie), 97-98, supplément au 97-98 (textes de discussions) 99, 100-; 1971: 101-102, 103-104, 105, 106-107, 108-109, 110-111, 112-113; 1972: 114, 115-116, 117.

ICO LIAISONS: N° 7 (compte-rendu de la rencontre de Boulogne) à paraître sous peu : N° 8.

BROCHURES d'ICO:

- LA GREVE GENERALISEE EN FRANCE, mai-Juin 1968 (2f50).
- RENCONTRE INTERNATIONALE 1969 (2frs)
- L'ORGANISATION DE LUTTE DE CLASSE DANS LA GREVE DES MINEURS DE LIMBOURG (2 frs).
- FONDEMENTS DE L'ECONOMIE COMMUNISTE (2f50) (commande directe à ICO).
- AUJOURD'HUI LES COMITES D'ENTREPRISE (2frs).

TEXTES DE BASE DISPONIBLES: (diffusion par ICO)

- REPONSE A LENINE (A. Gorter) (4frs).
- LENINE PHILOSOPHE (collection des Cahiers Spartacus) (A. Pannekoek- 5 frs).
- PANNEKOEK et les CONSEILS OUVRIERS (S. Bricianer -Editions E.O.I.) (13 frs).
- THE BOLSHEVIKS AND WORKERS CONTROL (en anglais - brochure de Solidarity) (4 frs).
- CONSEILS OUVRIERS et UTOPIE SOCIALISTE (Cahiers de discussion pour le Socialisme de Conseils) (4 frs).
- LES ORIGINES DU GAUCHISME (R. Gombin)- (prix réduit si commande à ICO).

**Informations correspondance ouvrières**

Correspondance : P. BLACHIER, 11, rue Labors Rouillon PARIS 19  
Pour tous contacts ou participation aux réunions,  
écrire préalablement.

Abonnements : Un an 12 numéros (et suppléments imprimés ou ronéotés)  
24 F. (France) - 30 F. (Etranger) 50 F. (par avion)

Versements : I.C.O. - C.C.P. 20.147.54 PARIS.